

## **FICHE DE PRESENTATION**

### **GBURKHAT2902**

1 Quelle politique étrangère pour les États-Unis à l'aube du 21<sup>ème</sup> siècle ?

2 CBA BURKHARD Thierry

3 Février 2000

4 Division B

5 Mémoire de géopolitique

6 Résumé : Depuis 1989 les Etats Unis traversent une période de transition. Leur statut de superpuissance globale et de défenseur de l'Ouest évolue et ils se livrent à un examen de leur engagement international et de sa signification.

Quelle voie les Etats-Unis vont-ils choisir pour la prochaine décennie : l'isolationnisme ou l'internationalisme unilatéral ? La première attitude semble être profondément ancrée dans le subconscient des Américains et toujours prête à refaire surface. Mais l'attitude opposée est tout aussi possible : l'Amérique a pour mission d'assurer le leadership mondial. Au milieu de ces deux extrêmes se trouve une troisième solution, les Etats-Unis s'engageant alors d'une façon plus sélective et pragmatique dans le monde, multilatéralement si possible, unilatéralement si nécessaire.

Cette étude porte donc sur le rôle joué par les Etats-Unis dans ce nouvel environnement mondial de l'après Guerre Froide. Elle a l'ambition d'améliorer la compréhension des différents rôles futurs possibles pour la décennie à venir

6 Mots clés : Etats-Unis, politique étrangère, rôle mondial.

**QUELLE POLITIQUE  
ETRANGERE POUR LES  
ETATS UNIS A L'AUBE DU  
21<sup>ème</sup> SIECLE ?**

## SOMMAIRE

	p.
<u>Introduction</u>	1
<u>Chapitre I    <u>Ordre Mondial - “Ancien” et “Nouveau” - Traduction en Politique Etrangère</u></u>	2
<u>I -1 Attitudes isolationnistes et internationalistes depuis le début du 19ième siècle</u>	2
<u>I - 2 Implications de la Guerre du Golfe</u>	4
<u>I - 3 Concept du “ Nouvel Ordre Mondial “</u>	5
I - 3.1 Approche théorique et évolution historique	
I - 3.2 Définition du Président Bush	
I - 3.3 Autres points de vue	
<u>I - 4 Grande stratégie et politique étrangère des Présidents Bush et Clinton</u>	6
I - 4.1 Définition de “Grande Stratégie”	
I - 4.2 Politique étrangère du Président Bush	
I - 4.3 Stratégie d’”Enlargement and Engagement” - Politique étrangère du Président Clinton	
<u>I - 5 - Conclusions partielles</u>	9
<u>Chapitre II    <u>Description des différentes options stratégiques des Etats-Unis</u></u>	10
<u>II - 1 Cadre général</u>	10
<u>II - 2 Intérêts de l’Etat à la base d’une nouvelle stratégie</u>	11
<u>II - 3 Unipolarité</u>	12
II - 3.1 Introduction	
II - 3.2 Perception de l’environnement international et des intérêts nationaux	
II - .3.3 Importance des différents facteurs de puissance	
II - 3.4 Éléments clés de cette stratégie	
<u>II - 4 Non-Interventionnisme</u>	14
II - 4.1 Introduction	
II - 4.2 Perception de l’environnement international et des intérêts nationaux	
II - 4.3 Importance des différents facteurs de puissance	
II - 4.4 Éléments clés de cette stratégie	

<u>II - 5 Nouvel Internationalisme</u>	17
II - 5.1 Introduction	
II - 5.2 Perception de l'environnement international et des intérêts nationaux	
II - 5.3 Importance des différents facteurs de puissance	
II - 5.4 Éléments clés de cette stratégie	
<u>II - 6 Conclusions partielles</u>	21
<u>Chapitre III Analyse des facteurs influençant les options possibles</u>	22
<u>III - 1 Facteurs externes</u>	22
III - 1.1 Impact de l'environnement international	
III - 1.2 Rôle de l'ONU	
III - 1.3 Relations avec les autres puissances mondiales	
a. Russie	
b. Asie	
c. Europe	
d. Moyen-Orient	
e. Afrique	
f. Amérique latine	
<u>III - 2 Facteurs internes</u>	26
III - 2.1 Pouvoirs exécutif et législatif	
III - 2.2 Opinion publique, identité américaine et situation intérieure	
III - 2.3 Economie	
<u>III - 3 Conclusions partielles</u>	29
<u>- Conclusion générale</u>	30

## Introduction

Si pendant quatre décennies, la Guerre Froide a marqué la politique étrangère américaine, aujourd'hui, dix ans après cette période, ce constat n'est plus d'actualité. Parallèlement, le poids idéologique n'influe plus autant sur la politique étrangère américaine.

Depuis 1989 les Etats Unis traversent une période de transition : leur statut de superpuissance globale et de défenseur de l'Ouest évolue et ils se livrent à un examen de leur engagement international et de sa signification.

L'optimisme général, renforcé par le succès de la Guerre du Golfe a cédé le pas pendant un temps au pessimisme induit par la détérioration de la situation économique du pays, la défaillance du système de santé américain, les ravages de la drogue et de la crise urbaine. Accordant une plus grande priorité à la politique intérieure, les Etats-Unis ont révisé leur stratégie d'engagement international. S'engageant à certains endroits plutôt qu'à d'autres, ils recherchent une nouvelle approche pluraliste comportant de fait en elle des défis politiques.

Quelle voie les Etats-Unis vont-ils choisir pour la prochaine décennie : l'isolationnisme ou l'internationalisme unilatéral ? La première attitude semble être profondément ancrée dans le subconscient des Américains et toujours prête à refaire surface. Mais l'attitude opposée est tout aussi possible : l'Amérique a pour mission d'assurer le leadership mondial. Au milieu de ces deux extrêmes se trouve une troisième solution, les Etats-Unis s'engageant alors d'une façon plus sélective et pragmatique dans le monde, multilatéralement si possible, unilatéralement si nécessaire.

Cette étude porte donc sur le rôle joué par les Etats-Unis dans ce nouvel environnement mondial de l'après Guerre Froide. Elle a l'ambition d'améliorer la compréhension des différents rôles possibles pour la décennie à venir. Pour ce faire, nous définissons le rôle comme la façon dont un Etat peut mettre en œuvre sa puissance pour modeler la structure mondiale ou influencer le comportement de certains Etats. Puisque ce rôle se traduit surtout en terme de politique étrangère d'un pays, l'étude sera forcément liée principalement au comportement des Etats-Unis en matière de politique étrangère depuis la fin de la Guerre froide.

Chaque élément du problème posé exige une profonde analyse, puisque le rôle des Etats-Unis pendant ces dernières années a évolué non seulement en fonction des différentes expériences vécues partout dans le monde mais aussi en fonction de leur situation intérieure. Il est dès lors nécessaire d'examiner chaque événement important, d'en identifier les conséquences et d'analyser leurs effets sur le futur rôle des Etats-Unis dans le monde.

Pour ce faire, dans un premier chapitre, après avoir décrit brièvement les tendances historiques des Etats-Unis en matière de politique étrangère, nous analyserons les conséquences de la fin de la Guerre froide, de l'intervention dans le golfe Persique, ainsi que l'appel du président Bush à un Nouvel Ordre Mondial. Nous verrons également comment les politiques étrangères des deux présidents de la période post-Guerre froide ont évolué dans le temps. Cet ensemble constituera une bonne base de départ pour la description des différents rôles possibles que les Etats-Unis pourraient adopter à l'avenir.

Dans un deuxième chapitre, trois options seront décrites, celle de **l'unipolarité**, celle du **non-interventionnisme**, et finalement celle du **nouvel internationalisme**, l'engagement sélectif et

pragmatique dans le monde. Pour chaque option, la perception de l'environnement mondial et des intérêts nationaux sera analysée, ainsi que la relation entre les différents facteurs de puissance. Les éléments clés de chaque stratégie seront également étudiés.

Il est clair que le choix entre les différentes options sera influencé par certains facteurs internes et externes. Comme facteurs externes, nous analyserons dans un troisième chapitre l'impact de l'environnement international, le rôle de l'ONU, et les relations entre les Etats-Unis et les autres grandes puissances mondiales. Sur le plan interne, il faudra analyser le rôle des pouvoirs exécutif et législatif, l'influence de l'opinion publique et de l'identité américaine, et finalement l'économie et la situation intérieure à laquelle le pays se voit confronté.

En conclusion, l'évaluation des trois options sera réalisée pour en déduire le rôle le plus probable des Etats unis dans le monde au début du 21<sup>ème</sup> siècle..

\*

\*           \*

## **Chapitre I   Ordre Mondial - “Ancien” et “Nouveau” - Traduction en Politique Etrangère**

### **I - 1 Attitudes isolationnistes et internationalistes depuis le début du 19<sup>ème</sup> siècle**

Afin de bien comprendre l'attitude des Etats-Unis envers le monde et donc leur point de vue vis-à-vis des questions de sécurité nationale et internationale, il est indispensable de mettre très brièvement l'accent sur quelques phases clés dans le développement de cette grande puissance, surtout depuis la fin du 18<sup>ème</sup> siècle. Ceci nous aidera à mieux comprendre pourquoi certaines tendances de politique étrangère peuvent voir ou revoir le jour. En effet, depuis près de deux siècles, la politique étrangère américaine balance entre l'isolationnisme et l'internationalisme. Cette oscillation est surtout évidente dans le domaine de la sécurité politico-militaire. Les périodes de paix relative ont souvent encouragé les Etats-Unis à ne considérer que leurs propres affaires. Lorsqu'un danger émerge, ils rallient la communauté internationale et sont prêts à faire des sacrifices considérables pour vaincre l'adversaire.

#### **Première période : Expansion interne - Méfiance envers l'Europe ( 1776 - 1890 )**

Déjà en 1796, George Washington conseilla à ses successeurs de se tenir à l'écart des questions européennes. Puis, surtout à cause de la 'deuxième' guerre d'indépendance face à l'Angleterre de 1812 à 1815, mais également du fait de la situation instable dans les colonies européennes proches du continent américain, le Président Monroe développe en 1823 la doctrine dont plusieurs hommes politiques se serviront pour justifier des décisions de politique étrangère. Il en appelle aux Européens pour qu'ils abandonnent leurs ambitions coloniales vis-à-vis du Nouveau Monde. La politique adoptée est clairement continentale.

## Deuxième période : Développement de l'internationalisme américain ( 1890 - 1917 )

Une première tendance internationaliste se situe dans cette période. Deux facteurs doivent être mentionnés, tout d'abord l'action des grandes sociétés de commerce qui pour la première fois s'intéressent aux marchés potentiels et aux matières premières hors du continent américain. En même temps, Alfred Mahan présente sa stratégie de la puissance maritime et met l'accent sur l'importance stratégique de disposer de bases navales partout dans le monde. Vers 1890, les Etats-Unis étaient devenus une grande puissance économique, ce qui dès lors allait se concrétiser par une activité plus intense sur la scène internationale. Utilisée jusqu'alors à des fins défensives, la doctrine Monroe servira à couvrir une stratégie offensive, et sous couvert d'assumer la protection de leur continent, à imposer leur hégémonie. La guerre hispano-américaine de 1898 fait tomber Porto Rico dans le giron américain, Cuba passe sous tutelle militaire, et l'annexion définitive des Philippines en 1901 renforce les positions des Américains dans le Pacifique. L'illustration la plus claire du jeune impérialisme américain se trouve dans la politique du "*Big Stick*" de Theodore Roosevelt. Diverses interventions lui permettent de contrôler la zone du canal de Panama, et il intervient diplomatiquement à l'issue du conflit russo-japonais de 1905. Vers le début du 20<sup>ème</sup> siècle, la doctrine Monroe est devenue un excellent instrument d'intervention. Wilson l'applique d'une façon plus humaine, plus souple, initialement limitée à l'Amérique centrale. En 1917, les Etats-Unis débarquent au Costa Rica afin d'aller protéger leurs intérêts pétroliers. Malgré cette évolution, l'opinion publique abandonne difficilement la protection donnée par la neutralité. C'est seulement en 1917, qu'en se fondant sur le respect de la liberté des mers pour les pays neutres et la défense de la démocratie, les Etats-Unis interviendront en Europe, réalisant ainsi un important pas vers le statut de puissance mondiale globale.

## Troisième période : Les Etats-Unis replongent dans leur isolationnisme. ( 1920 - 1941 )

En 1919, le Président Wilson est désavoué au Sénat par la non-ratification du Traité de Versailles, l'opinion publique n'étant pas préparée à un tel changement d'attitude politique. L'isolationnisme l'emporte donc à nouveau. Les relations avec l'Europe sont soumises à une réglementation très stricte. Ceci se traduit très vite dans les lois sur l'immigration de 1921 et 1924, et dans les lois sur la neutralité des années 30. Jusqu'à la dépression de 1929, les deux voies qui sont suivies sont donc celle de l'isolationnisme politique et celle du libéralisme économique. La prospérité et la croissance font que l'opinion publique est convaincue qu'il s'agit de la combinaison idéale pour les Etats-Unis. Mais la Grande Dépression et la montée du totalitarisme dans le monde créent un sentiment désagréable et déstabilisent '*the American dream*'. Malgré le fait que le président commence à s'engager de plus en plus sur le plan international, l'opinion publique reste majoritairement isolationniste. Le président arrive seulement à convaincre son pays à s'engager après l'attaque de Pearl Harbor.

## Quatrième période : L'internationalisme global ( 1945 - 1992 )

La décision de quitter définitivement la longue tradition isolationniste fut vraiment unique. Washington et Monroe furent définitivement oubliés. L'ordre mondial qui se développa s'inspira du modèle offert par les Etats-Unis, en particulier du triangle "démocratie, respect des droits de l'homme et libéralisme économique". En 1947, en découvrant l'impérialisme soviétique, le Président Truman présente sa doctrine au Congrès, et il établit ainsi les fondations de l'endiguement ("*containments*"). Le monde occidental se voit confronté dès lors à deux modes de vie opposés, et le président insiste pour que la politique étrangère supporte

*“free people who are resisting attempted subjugation by armed minorities or by outside pressures”*

De 1950 à 1990, la politique étrangère se fonde sur quatre caractéristiques importantes, c'est-à-dire, la généralisation de la Guerre froide, s'impliquant dans la plupart des conflits régionaux, la course aux armements, la création du “Tiers Monde” à l'issue de la décolonisation, et l'évolution importante des relations économiques internationales. Mais cette période n'offre pas seulement des succès à la politique étrangère. En 1949, la Chine est tombée aux mains des communistes et le conflit en Corée du Sud s'achève en 1953 par un armistice frustrant. Enfin, succédant à la France en 1955 dans la péninsule indochinoise, les Etats-Unis connaîtront avec la guerre du Vietnam le premier échec significatif de leur machine militaire. La médiatisation du conflit a profondément marqué la confiance des citoyens dans leur politique étrangère.

La phase peut-être la plus importante et décisive fut la présidence de Ronald Reagan. Après des années de politique étrangère hésitante, il décide de ramener les Etats-Unis à la place qu'ils méritent sur la scène mondiale. En réorientant les priorités de sa politique intérieure et de sa politique étrangère, il atteint incontestablement son objectif stratégique. En effet, il réussit à la fois à saturer l'économie soviétique et à obliger Gorbatchev à faire des concessions importantes, et à d'autres endroits importants, en même temps, il évite la confrontation militaire directe en soutenant les guérillas anti-marxistes, notamment en Afghanistan, Ethiopie, Angola, au Pakistan et au Nicaragua. Sur le plan interne, le bilan est loin d'être aussi positif. Il représente un grand défi pour son successeur. Alors que les Etats-Unis sont largement créanciers au début de sa présidence en 1981, Reagan laisse le pays comme le plus grand débiteur du monde en 1988.

## I - 2 Implications de la guerre du Golfe

Au point de vue de la politique extérieure, les Etats-Unis sortent donc rassurés de la Guerre froide, et se trouvent au début d'une nouvelle relation avec le monde, une situation similaire à celle de 1898 et de 1919. Ils sont les seuls qui continuent à disposer simultanément de tous les moyens de puissance à un niveau très élevé. Le point d'orgue de cette supériorité se manifeste lors du conflit du Koweït pendant lequel les Etats-Unis arrivent à projeter 500.000 militaires en moins de six mois à 10.000 kilomètres de leur territoire.

La relation entre la fin de la Guerre froide et la façon dont le Président Bush a abordé le conflit dans le Golfe paraît claire. On n'y voit pas encore la nouvelle approche de la post-Guerre froide.

Voyons quelles sont les raisons de cette intervention multilatérale, sous la conduite des Etats-Unis. Evidemment, la défense des intérêts économiques et géostratégiques à l'échelle mondiale entre en ligne de compte. Certains auteurs prétendent cependant que George Bush a décidé de passer à l'offensive militaire, essentiellement en fonction de sa carrière politique, une victoire lui permettant de s'affirmer comme le véritable patron du Nouvel Ordre Mondial. Défendait-il également des principes universels ou plutôt et surtout le pétrole ? Voulait-il faire oublier la récession intérieure qui s'accroissait ? Peut-être que l'Irak servait également d'exemple pour rappeler aux imprudentes puissances régionales que l'on ne défie pas impunément la première puissance mondiale. Des intérêts américains étaient en jeu et les chances de réussite clairement définies. En plus, la légitimité était assurée par l'ONU et les frais partagés entre les membres de la coalition. C'est surtout ce dernier aspect qui donne

certaines indications de la puissance réelle des Etats-Unis. Si tout cela n'avait pas été le cas, il n'aurait pas été facile d'obtenir l'accord de l'opinion publique pour cette intervention.

Du point de vue stratégique, les Etats-Unis sont clairement sortis grands vainqueurs de cette guerre. Bush a atteint tous ses objectifs immédiats. Sur le plan intérieur, la victoire fut suivie par une vive prise de conscience des difficultés d'assumer les fonctions de gendarme dans un monde turbulent. Malheureusement, le Président ne se rendit pas compte de la gravité de la situation intérieure héritée de l'Administration Reagan, et il ne réagit pas en conséquence. Les électeurs montreront leur désaccord sur cette politique lors des élections de 1992.

### I- 3 Concept du “ Nouvel Ordre Mondial “

#### I -3.1 Approche théorique et évolution historique

Après la description des différents rôles historiques des Etats-Unis, et les conséquences de la fin de la Guerre froide et de la guerre du Golfe, regardons maintenant un peu plus en détail l'évolution de l'environnement mondial. Ceci est nécessaire pour mieux pouvoir analyser les différentes options ouvertes aux Etats-Unis à l'avenir, puisque chaque option répondra à une perception différente de cette structure mondiale.

Il existe des dizaines de définitions d'un ordre mondial. Parmi celles-ci, prenons celle de Marisol Touraine : “Il y a un ordre international dès lors que trois conditions sont remplies : l'existence d'acteurs politiques identifiés ; l'existence de règles du jeu reconnues et troisièmement et surtout l'existence d'enjeux communs, fondateurs d'une rationalité politique partagée”. Ces trois éléments évoluent comme un fil rouge dans le développement d'une politique étrangère d'une grande puissance. En effet, l'ordre international balance entre la stabilité et l'instabilité ; le taux de stabilité passe par la légitimité des acteurs politiques et l'acceptation et le respect des règles du jeu qui évolueront évidemment dans le temps.

A travers l'histoire, la structure mondiale s'est adaptée plusieurs fois, parfois accompagnée de spasmes temporaires. Machiavel disait déjà au 16<sup>ième</sup> siècle que “rien n'est plus difficile à exécuter, ni plus incertain de succès, ni plus dangereux à manier que de commencer un nouvel ordre des choses”. Pendant quatre décennies, l'ordre mondial se présentait sous forme d'une structure bipolaire. A la fin de la Guerre froide, il ne subsistait plus qu'un seul pôle, ce qui s'est manifesté clairement pendant la crise du Golfe. Il reste à voir si on évolue vers un monde multipolaire ou plutôt vers un monde intégré sous la conduite d'un organisme supranational. Ce qui est certain, c'est que les problèmes que la nouvelle structure mondiale devra affronter seront de plus en plus des problèmes transnationaux. Dans une structure intégrée, l'ONU pourrait alors jouer le rôle de régulateur, mais l'autorité lui fait défaut. Reste à voir si cette autorité lui sera accordée un jour, en n'oubliant pas qu'il faudra l'accord des Etats membres, les Etats-Unis en tête ! Nous analyserons ce problème plus loin dans ce mémoire. Il est donc plus que probable que le 21<sup>ième</sup> siècle verra la naissance d'un monde multipolaire, dans lequel aucun pays ne sera en mesure d'imposer ses idées aux autres. C'est dans cette perspective que nous essaierons de définir le rôle des Etats-Unis.

### I - 3.2 Définition du Président Bush

Le concept du Nouvel Ordre Mondial fut lancé pour la première fois par le Président Bush lors d'une allocution politique en février 1990. Mais c'est seulement en septembre 1990, qu'en expliquant à son électorat les raisons du conflit dans le Golfe, il en définira le contenu, constitué de cinq éléments : la solidarité internationale contre l'agression et le règlement pacifique des conflits, une dissuasion fondée sur la création d'accords internationaux, une réforme économique internationale, et finalement, le contrôle des régimes instables et le règlement du problème des armes de destruction massive.

Que sous-entendait cette déclaration du Président Bush, et n'aurait-il jamais évoqué cette construction sans la crise du Golfe ? Son souhait était que, en rassemblant les efforts de la communauté internationale, une 'Pax Universalis' remplacerait l'historique compétition Est-Ouest et se substituerait à la 'Pax Americana' que les Etats-Unis ne voulaient ni ne pouvaient plus imposer. Les principaux acteurs mondiaux s'étaient déjà mis d'accord sur la nécessité d'un Nouvel Ordre Mondial fondé sur la coopération entre les grandes puissances et sur la remise en marche des mécanismes de sécurité prévus par la Charte des Nations Unies. Mais il est clair aussi que, lié au conflit du Golfe, le Président se heurtait à la réticence d'un Congrès encore traumatisé par l'affaire du Vietnam, et il dut batailler ferme pour obtenir l'autorisation d'engager les troupes. En s'adressant à l'opinion publique sous forme de slogan, ce concept de Nouvel Ordre Mondial était un excellent instrument pour expliquer la nécessité d'une intervention. Peut-on dès lors dire que la guerre du Golfe ait été vraiment commandée par le souci de fonder un Nouvel Ordre Mondial ?

### I - 3.3 Autres points de vue

Il existe d'autres interprétations de cette idée de Nouvel Ordre Mondial. Le Conseiller National de Sécurité, Brent Scowcroft, se sentait clairement gêné par cette idée.

L'idée d'un Nouvel Ordre Mondial fut donc peut-être plutôt un slogan politique lancé par l'équipe Bush visant à mettre en valeur la suprématie des Etats-Unis après la disparition du monde bipolaire.

## I - 4 Grande stratégie et politique étrangère des Présidents Bush et Clinton

### I - 4.1 Définition de "Grande Stratégie"

Les Etats-Unis sont l'un des rares pays qui disposent d'une Grande Stratégie. Nous constatons que depuis la fin de la Guerre froide, et après une durée de vie remarquablement limitée du concept de Nouvel Ordre Mondial, l'administration Clinton a quand même essayé d'intégrer cette nouvelle image du monde et la relation des Etats-Unis avec celle-ci au sein d'une nouvelle stratégie.

Avant d'analyser la politique étrangère des deux présidents de la période post-Guerre froide, il est nécessaire de définir ce que l'on entend par 'Grande Stratégie'.

La stratégie en général est la façon dont les moyens de l'Etat sont mis en œuvre pour atteindre les objectifs définis. La Grande Stratégie représente la stratégie de sécurité nationale. Elle est fondée sur les options qui ont été retenues et les décisions prises par les autorités politiques du pays, et elle met en œuvre tous les instruments dont l'Etat dispose pour réaliser ces objectifs, entre autres la diplomatie, la puissance militaire, la force

industrielle et économique, la compétence et le savoir-faire technologique, la cohésion et l'identité de l'opinion publique.

Pendant des décennies, les Etats-Unis assumèrent plutôt facilement le leadership mondial. 'L'endiguement' était appliqué dans un monde bipolaire, où les Etats-Unis se confrontaient à un seul adversaire, militairement puissant, agressif, et capable de menacer directement les Etats-Unis et l'Ordre Mondial. Cette stratégie exigeait un engagement intensif de tous les facteurs de puissance disponibles. Aujourd'hui, les Etats-Unis se confrontent à la définition et à la conduite d'une politique étrangère sans adversaire idéologique clairement identifié.

#### I - 4.2 Politique étrangère du Président Bush

George Bush s'est fait surprendre par les événements de 1989-1991. Très vite, son équipe dirigea les priorités vers la gestion de la réunification allemande et de la désintégration de l'Union soviétique. L'administration perçut le succès dans le golfe Persique comme une victoire militaire plutôt que celle du leadership moral américain. Dès lors, il fallait assurer la liberté d'action américaine par la présence d'une puissance militaire dominante et indiscutable. Trois tendances majeures et parfois contradictoires caractérisent sa Grande Stratégie, rédigée à l'issue de cette guerre. Tout d'abord, les Etats-Unis donnent l'impression de ne pas encore disposer d'une vision globale à long terme pour leur relation avec le monde. Deuxièmement, ils veulent s'imposer comme acteur majeur et incontournable d'un système international composé de différents acteurs, malgré une certaine rhétorique multilatérale. Finalement, en légitimant l'action à travers l'ONU si besoin en était, ils doivent être à même d'intervenir partout dans le monde afin d'aller imposer si nécessaire les règles de conduite occidentales.

Immédiatement après cette courte période d'euphorie et de fortes déclarations, arrive alors une deuxième phase et un tournant important dans la politique étrangère du Président Bush. Dès le début du conflit en ex-Yougoslavie en juin 1991, les Etats-Unis se servent de deux axiomes, du fait qu'il s'agit d'une crise purement européenne, et qu'en aucun cas, des troupes américaines ne participeront aux actions de combat au sol. La crainte est qu'une vaste opération militaire américaine immédiatement après la victoire du Golfe puisse tromper la communauté internationale sur le futur rôle des Etats-Unis dans le monde. Ils veulent éviter à tout prix que les alliés croient qu'en étant la seule superpuissance, dès lors, ils seraient prêts à intervenir à tout moment partout dans le monde pour aller assurer la paix et la stabilité. L'année 1991 fut donc caractérisée par une victoire militaire reconfortante, par de fortes déclarations en matière de multilatéralisme, de relance de l'ONU, de Nouvel Ordre Mondial, et de l'engagement international pour la 'cause commune', mais aussi d'une certaine réticence envers la crise en ex-Yougoslavie.

Un certain malaise apparut au début de l'année 1992, quand un document, rédigé au Pentagone fut révélé dans la presse. Il affirmait la volonté de rester la seule superpuissance mondiale, en soulignant l'importance d'une domination absolue par l'élément militaire. L'opinion publique, aussi bien nationale qu'internationale, ne s'attendait plus à un tel point de vue unilatéral. Le document fut très vite classé comme exercice intellectuel et ne représente en aucun cas un point de vue officiel. L'opinion était alors que le Président Bush avait donné l'impression de vouloir s'engager à la création d'un Nouvel Ordre Mondial, mais qu'il était indifférent à la souffrance humaine s'il n'y avait pas moyen de l'intégrer dans les intérêts américains. Il déclarait vouloir relancer les Nations Unies, mais continuait à considérer cette organisation comme un instrument pour

promouvoir ses propres intérêts sans investir des moyens excessifs. En abandonnant d'abord la stratégie de l'approche globale de 1990-1991, et puis l'unilatéralisme de 1992, il nous laissa dans le doute : que fallait-il penser de son approche vis-à-vis de la crise des Balkans ?

L'opération Restore Hope en Somalie en décembre 1992 a constitué un autre tournant dans la stratégie interventionniste. Jusque là, l'internationalisme du Président Bush était axé sur la revitalisation de la sécurité collective. Dans l'euphorie régnante, Bush était pleinement confiant en la capacité des Etats-Unis à résoudre ce problème à frais limités. N'oublions pas que la pression à laquelle il a fait face, s'inscrivait en période préélectorale, et n'avait-il pas déclaré à haute voix que le Nouvel Ordre Mondial allait trouver également une solution aux souffrances des populations les plus démunies ? Sans analyse préalable des intérêts dans la région, ce seront les événements, et non pas la doctrine qui guideront l'action. Le ton optimiste changera au moment de la mort des soldats américains. La supériorité technologique déployée lors de la guerre du Golfe n'a pu s'exprimer dans un contexte de guérilla. L'intervention a démontré que maintenir et rétablir la paix dans les milieux confus, sans ennemi identifiable et surtout sans but politique clair, n'était guère compatible avec les exigences traditionnelles de l'intérêt national américain. Dorénavant, le multilatéralisme ne sera plus le but, mais seulement une des approches possibles en politique étrangère. Ce sera la dernière intervention de l'administration Bush.

#### I - 4.3 Stratégie d' "Enlargement and Engagement" - Politique étrangère du Président Clinton

Au début de sa présidence en 1993, la politique étrangère ne semblait pas être une priorité pour le Président Clinton. Néanmoins, le rôle de sa diplomatie dans certains dossiers comme les négociations de paix en Proche-Orient et en Bosnie, demeure important. Les victoires diplomatiques principales ont été remportées sur le terrain économique : les accords du GATT, la création de l'OMC et de l'ALENA. L'intervention dans un nombre limité de cas ne concernera que les zones ayant un lien direct avec les intérêts clés des Etats-Unis, notamment pour la défense du libre accès aux ressources énergétiques et aux voies maritimes, et lorsque la stabilité de la sphère américaine sera mise en cause.

En 1995, il présente sa stratégie d' *"Engagement et d'Elargissement"*. Elle part de la constatation qu'on évolue vers un monde plus interdépendant, dans lequel la coopération multilatérale est préférable. Promouvoir une ONU dynamisée permettra aux Etats-Unis de réduire leurs engagements extérieurs et de rétablir l'équilibre avec une situation économique intérieure tendue. Cette relance devrait être le pivot d'une vaste stratégie visant à édifier un nouveau système mondial de sécurité collective. Néanmoins, l'option de procéder d'une façon unilatérale devra rester valable en cas de nécessité. L'économie occupera dès lors une place plus importante au sein du contexte global de la sécurité. L'intérêt des Etats-Unis est dans l'élargissement de la communauté des sociétés libres et ouvertes aux produits américains. La nouvelle stratégie se fixe trois objectifs : renforcer la sécurité des Etats-Unis en dissuadant tout agresseur potentiel, promouvoir la prospérité interne en ouvrant les marchés extérieurs et encourager la démocratie partout dans le monde.

En mai 1994, Clinton signe la Directive de Décision Présidentielle 25 (PDD25), qui s'efforce d'adopter une attitude plus positive envers le multilatéralisme, en défendant l'idée que les intérêts américains dans l'après-Guerre froide exigent une authentique

coopération intergouvernementale que les institutions multilatérales sont le mieux à même de mettre en œuvre. Tandis que nombreux sont ceux qui la considèrent comme la marque d'une politique qui se fait au coup par coup, en réalité elle contient des éléments importants sur la manière d'accroître l'efficacité des opérations de maintien de la paix et sur le type de soutien que l'administration pourrait apporter à ces opérations. Elle prend également en compte la question extrêmement sensible du commandement et du contrôle des forces américaines.

En s'appuyant sur l'opinion publique pour réduire le soutien américain aux Nations Unies, le Congrès à majorité républicaine adopte le 17 février 1995, l'Acte de Revitalisation de la Sécurité Nationale (ARSN). En opposition avec la PDD25, l'ARSN contient un certain nombre de clauses dont l'objectif est de limiter le soutien des États-Unis à l'ONU et de réduire tout particulièrement leur participation aux opérations de maintien de la paix.

Ces deux documents vont jouer un rôle important en matière de politique étrangère. Les partisans du ARSN ont un point de vue critique et tendent à adopter une attitude réaliste qui confine à l'isolationnisme. L'objectif de la politique étrangère doit être de protéger la sécurité physique de l'État et d'assurer une situation économique prospère. Puisque le Congrès a du mal à établir la liste des enjeux importants, la tendance est de traiter de nombreux aspects de la politique étrangère comme étant périphériques par rapport aux intérêts américains. La DPP25 et l'ARSN représentent donc clairement des conceptions différentes de la politique étrangère américaine de la période de l'après-Guerre froide.

Dans la mise en œuvre de la politique étrangère, peu après le début de son mandat, Clinton lance une initiative vis-à-vis de la crise en Bosnie, qui aboutira à l'accord de Dayton. La simultanéité du succès républicain lors des élections parlementaires, et la critique de plus en plus importante sur l'impuissance de l'OTAN, le poussent vers cette nouvelle approche. En effet, la survie de l'OTAN comme assurance des intérêts vitaux en Europe ne pouvait pas être mise en danger. Il faut donc peut-être relativiser la 'pensée stratégique' qui aurait pu se cacher derrière l'accord de Dayton.

Les cas de l'ex-Yougoslavie, de l'Irak, de la Somalie, et Haï ti, prouvent donc très clairement que les États-Unis hésitent de plus en plus à s'engager d'une façon multilatérale à l'intérieur d'un tiers pays. Le futur rôle éventuel de l'ONU est remis en question. Les interventions interrompues portent certaines caractéristiques identiques. Chacune a confronté les États-Unis à un pays relativement pauvre, relativement peu important, et situé loin des régions clés de la politique étrangère américaine de la Guerre froide. En plus de cela, l'objectif politique à long terme n'était pas clairement défini. L'administration Clinton essayait de combiner les droits de l'homme, la démocratie, l'ouverture de nouveaux marchés et la non-prolifération d'armes de destruction massive comme les axes d'une nouvelle stratégie. Malgré une rhétorique très prometteuse, cette stratégie manquait clairement d'une vision à long terme pour la relation entre les États-Unis et le reste du monde. La tendance d'intervenir partout dans le monde afin d'aller régler les problèmes, initiée par le Président Bush, est définitivement abandonnée. En quelques années, nous avons assisté à la naissance et la disparition du concept de Nouvel Ordre Mondial.

## I - 5 Conclusions partielles

Dans ce premier chapitre, nous avons vu globalement pourquoi certaines options de politique étrangère resteront valables. L'évolution de l'ordre mondial a été décrite, et les politiques étrangères des deux présidents de la période post-Guerre froide ont été analysées. Quels sont les points à retenir ?

Ce qu'on vit depuis 1991 ne représente pas encore un Nouvel Ordre Mondial. Il s'agit seulement d'une phase de transition d'un ordre existant vers un autre. Néanmoins, il est clair que le système mondial évolue vers une structure d'interdépendance croissante entre les différents Etats, dans laquelle la puissance sera beaucoup plus diffusée. Les enjeux communs à l'humanité demanderont une réponse globale et concertée à l'échelle internationale. Bien qu'aucun de ces problèmes ne puisse être comparé aux dangers dont était porteuse la Guerre froide, ils pourront cependant représenter une menace réelle pour les intérêts américains et pour la prospérité et la stabilité dans le monde.

Il est un fait indéniable que depuis 1990, nous assistons à une évolution extrêmement intéressante de la politique étrangère américaine. Malgré de fortes déclarations, nous constatons que même les grands stratèges américains continuent à chercher la façon la plus adéquate d'adresser à la fois les défis intérieurs au pays et le nouvel environnement mondial. En quelques années, nous avons vécu des approches différentes, mais surtout réactives. Les politiques manquaient manifestement de vision à long terme. L'enthousiasme post-Guerre froide, suivi immédiatement d'un engagement multilatéral collectif sous l'égide d'une ONU revitalisée contre l'Irak, faisait croire qu'en effet, le Nouvel Ordre Mondial du Président Bush allait facilement voir le jour. Ce sentiment d'invincibilité américaine se reflétait clairement dans le document du Pentagone de 1992. Malheureusement, assez vite, cet enthousiasme initial a dû céder la place à un réalisme plus fondé, notamment après les échecs en Somalie et à Haï ti. On peut donc douter que les Etats-Unis aient honnêtement eu l'intention de mettre la construction d'un autre ordre mondial entre les mains de la bureaucratie onusienne.

Si le contexte de l'après-Guerre froide a consacré temporairement la suprématie américaine dans le monde, il reste à définir sa place future dans ce monde de plus en plus interdépendant et complexe. Les Etats-Unis, seront-ils prêts à guider ce Nouvel Ordre Mondial à tout prix ? Un engagement moins enthousiaste, moins naïf et certainement plus sélectif serait peut-être une approche plus réaliste aux exigences de cette nouvelle réalité mondiale. Nous essayerons d'analyser ce problème plus en détail dans le chapitre suivant.

## **Chapitre II Description des différentes options stratégiques des Etats-Unis**

### II - 1 Cadre général

Après des décennies d'engagement intensif, les Etats-Unis sont arrivés à un autre tournant de leur histoire. La pression pour faire porter l'attention et les ressources sur les problèmes intérieurs s'est considérablement renforcée. L'identité américaine comme puissance globale est en question. Pourtant, la combinaison de la puissance économique, du rayonnement culturel, du pouvoir militaire et de leur présence stratégique en dehors de leurs frontières fait encore des Etats-Unis une superpuissance sans rival. L'Union européenne n'est toujours pas

en mesure d'agir comme une entité politique collective, et la Russie et la Chine n'ont que le potentiel pour (re)devenir des puissances globales à long terme. Leur situation intérieure leur interdit d'espérer arriver au sommet de la hiérarchie avant plusieurs décennies. Malgré toutes ces constatations positives, les Etats-Unis risquent de ne pas occuper l'avant-scène mondiale autant que l'on pourrait le penser. En raison précisément de l'unipolarité temporaire au niveau mondial et de l'environnement international relativement pacifique qui en résulte, il est possible qu'ils soient tentés de se préoccuper essentiellement de leurs problèmes intérieurs et de réduire leurs engagements sur le plan international. Nous avons vu en décrivant les politiques étrangères des présidents Bush et Clinton, et surtout la façon réactive dont ces stratégies se sont heurtées aux défis mondiaux, que ni le Nouvel Ordre Mondial, ni la stratégie d'"Engagement and Enlargement" étaient bien conçus pour faire face à cette nouvelle situation globale de sécurité. En théorie, le nombre de stratégies futures possibles n'est pas limité, et chaque option reflète une perception différente de l'environnement international, ainsi qu'une attitude changeante des Etats-Unis envers cette structure.

L'histoire a prouvé qu'une stratégie adoptée essaie souvent de trouver un équilibre entre différentes attitudes possibles, avec une intensité changeante des facteurs de puissance en fonction de l'importance attribuée aux intérêts nationaux et aux facteurs appliqués. La plupart des spécialistes discernent seulement trois options différentes, tout en insistant sur le fait que l'attitude future portera certainement en elle des éléments de chaque option possible. Ces trois options sont l'unipolarité, le non-interventionnisme, et l'engagement sélectif et pragmatique, aussi identifié comme le nouvel internationalisme. Ces trois options sont analysées dans ce mémoire.

## II -2 Intérêts de l'Etat à la base d'une nouvelle stratégie

Ces dernières années, il a été difficile pour les hommes politiques de cibler les intérêts vitaux pour leur pays. On peut constater que les intérêts géopolitiques et économiques restent relativement stables. En tant que grande puissance, les Etats-Unis doivent défendre leurs intérêts nationaux et assurer la sécurité de leurs citoyens. Puisque l'Amérique est un pays commerçant, il doit assurer la liberté de ses débouchés et de ses communications avec le monde, et l'approvisionnement en matières premières.

On peut en dégager cinq priorités pour les Etats-Unis :

- les relations avec la Chine
- la prolifération des armes de destruction massive,
- les relations avec le Japon et les partenaires européens,
- les relations avec la Russie,
- le maintien de leur propre capacité militaire.

De ces cinq défis, on déduit cinq actions d'intérêt vital : empêcher une attaque du continent américain à l'aide d'armes de destruction massive, empêcher l'émergence d'une puissance globale hostile en Europe ou en Asie, empêcher l'émergence d'une puissance régionale contrôlant les voies maritimes, assurer la protection des alliés, empêcher l'effondrement du système international monétaire, du commerce, de l'énergie et de l'environnement

Il faut ajouter à cela le fait que les Etats-Unis ont toujours aimé associer la défense des intérêts nationaux à un idéalisme messianique. Leur politique étrangère résultera donc toujours d'une tension et d'un équilibre évoluant entre ce moralisme messianique d'une part, et la défense des intérêts d'autre part.

Il ne faut pas oublier en plus le problème auquel se heurtent les hommes politiques, qui est celui de la gestion des ressources limitées pouvant être mobilisées pour réaliser les objectifs de la politique étrangère.

Nous allons maintenant examiner les trois options possibles en nous appuyant sur la grille de lecture suivante. Nous étudierons d'abord la perception de l'environnement mondial auquel cette option pourrait répondre, la perception des intérêts de l'Etat, les dangers qui pourraient menacer ces intérêts, l'importance des éléments de puissance, et finalement nous décrirons les éléments clés de la stratégie proposée.

## II - 3 Unipolarité

### II - 3.1 Introduction

La définition de l'unipolarité, est préférée à celle de l'unilatéralisme. Tandis que les unilatéralistes préfèrent agir seuls, en dehors des alliances ou des coalitions, les unipolaristes encouragent l'appui d'autres pays, mais ils croient que souvent, les Etats-Unis seront amenés à agir seuls. L'option que nous décrirons ci-dessous, a tendance à voir les Etats-Unis comme la seule et unique superpuissance, et ainsi, il vaut mieux la définir comme l'option de l'unipolarité.

### II - 3.2 Perception de l'environnement international et des intérêts nationaux

Les partisans de l'unipolarité se réfèrent à une grande stratégie de prépondérance américaine dans un monde constitué de six grandes puissances. Pour la période couverte par notre étude, ils considèrent que l'Allemagne occupe le premier plan en Europe, mais ne dispose pas encore des atouts d'une puissance globale. La Grande-Bretagne et la France, même s'ils disposent d'un certain poids diplomatique, sont inférieurs à l'Allemagne au niveau économique et militairement aux Etats-Unis. La Russie reste une puissance conventionnelle et nucléaire non-négligeable, mais doit essayer de gérer une instabilité politique et une situation socio-économique désastreuse. La Chine connaît une croissance économique rapide, mais se voit confrontée à une situation politique incertaine et un besoin urgent de modernisation de ses forces armées. Economiquement, le Japon est au niveau des Etats-Unis, mais reste inférieur au niveau politico-militaire.

Selon eux, le fait d'être la seule grande puissance, disposant de tous les éléments de puissance à un niveau élevé, aussi bien sur le plan militaire, diplomatique, économique et culturel confère les Etats-Unis la responsabilité de protéger non seulement leurs propres intérêts, mais également l'ordre international. Ainsi, immédiatement après la guerre du Golfe, certains défendent le point de vue que les Etats-Unis devraient adopter une nouvelle stratégie orientée vers l'unipolarité perpétuelle. Il y a aussi le point de vue que d'autres grandes puissances se développeront, mais qu'au moins pour une décennie les Etats-Unis garderont le statut de seule superpuissance. Ils se réfèrent à d'autres moments unipolaires dans l'histoire internationale où chaque naissance d'une grande puissance fut une réaction à l'unipolarité d'une autre grande puissance.

Cette stratégie a comme objectif principal de guider l'évolution du système international de manière telle que les menaces potentielles envers les Etats-Unis soient réduites au

strict minimum. On identifie alors quatre intérêts vitaux : la sécurité physique de l'Etat, son autonomie politique, sa prospérité économique et le contrôle du système international, ce dernier point en opposition des non-interventionnistes. Trois objectifs dominent cette stratégie : préserver la primauté américaine dans les affaires internationales, éviter l'émergence d'une puissance hégémonique globale ou régionale, et encourager une stabilité et une sécurité internationales. Les Etats-Unis doivent s'engager à créer un monde plus prospère, plus libre et plus stable.

Nous avons déjà mentionné l'émergence potentielle d'une nouvelle puissance globale si les Etats-Unis décidaient d'abandonner leur rôle de leader global, qui pourrait être l'Allemagne ou la Russie en Europe, et la Chine ou le Japon en Asie. D'aucuns craignent que dans un contexte d'instabilité locale, certaines régions vitales puissent tomber sous l'influence et le contrôle de puissances régionales hostiles aux Etats-Unis ou à leurs alliés. Ceci serait encore plus dangereux si ces puissances régionales disposaient d'armes de destruction massive ou s'ils offraient une terre d'accueil au terrorisme international.

Une menace tout à fait différente mais aussi importante vient du Japon. Trois aspects entrent en ligne de compte.

- Les Etats-Unis doivent éviter que le Japon prenne la tête dans le développement de technologies de pointe dans le domaine militaire et dont les Etats-Unis dépendent,
- Il faut éviter que les Japonais supplantent certaines industries clés américaines sur les marchés mondiaux et en même temps attirent les compagnies de haute technologie et les opérations à grande valeur ajoutée vers leur propre pays,
- Le Japon ne doit pas se substituer à l'influence américaine dans les pays du Tiers monde.

Il est nécessaire d'identifier les conflits potentiels dans cet environnement international. Dans le monde occidental, en l'absence de sérieuses tensions au niveau politico-militaire, la majorité des conflits sera de nature économique, parfois politique mais très rarement militaire. Ailleurs, la chance de se voir confronté à des conflits qui nécessitent une intervention militaire reste réelle. En effet, des désordres dans cette partie du monde peuvent se trouver à la base de certaines menaces envers les Etats-Unis et ses alliés. Certains Etats agressifs appartenant à des civilisations non-occidentales et disposant d'armes de destruction massive font partie de cette catégorie de facteurs déstabilisants, mais on y trouve également l'agression régionale, le nationalisme militant, les hostilités ethniques et religieuses, l'instabilité politique régionale ou locale, le terrorisme international, le trafic de drogues et la famine.

### II - 3.3 Importance des différents facteurs de puissance

Dans une option d'unipolarité, tous les éléments de puissance ont une valeur stratégique significative. La puissance militaire reste très importante. A côté d'une présence outremer (embarquée ou à terre) dans les zones critiques, il faut garder la capacité de projeter des forces à longue distance dans des délais limités en mode de dissuasion ou d'intervention si cela s'avère nécessaire. Nous avons déjà mentionné l'importance d'une solide économie, surtout pour faire face aux deux blocs économiques grandissants, l'Union européenne et l'Asie sous la conduite du Japon. Pour les unipolaristes, les Etats-Unis sont à même de maintenir une prédominance globale dans le monde. Ainsi, les alliances et les accords multilatéraux sont considérés plutôt comme des suppléments à la puissance américaine que comme des substitutions.

## II - 3.4 Éléments clés de cette stratégie

Les unipolaristes partent de quatre intérêts vitaux, la sécurité physique, l'autonomie politique, la prospérité économique du pays et le contrôle du système international. Ces intérêts sont absolument nécessaires si on veut conserver le rôle prédominant sur la scène internationale. Le mot clé est la primauté. Les Etats-Unis doivent donc préserver les avantages économiques, politiques, militaires et culturels qui font d'eux la première puissance mondiale.

Ainsi, afin de préserver cette unipolarité, il est crucial de rester présent là où on considère les intérêts comme étant vitaux. Pour cela, une large autonomie militaire est nécessaire, comprenant un élément nucléaire crédible, une présence militaire outremer, et une solide base arrière stratégique. Ces forces assurent le maintien de la crédibilité de la politique et de la diplomatie américaine. Entre-temps, il faut continuer à protéger les alliés avec un double but. Il faut s'assurer que certaines zones restent sous contrôle occidental stable, et empêcher que des alliés deviennent des puissances militaires indépendantes. Ainsi, en contribuant au retardement d'une métamorphose possible de ces pays, on évitera la redistribution du prestige international. Selon les adhérents de cette stratégie, les Etats-Unis se trouvent devant un double défi : gérer à long terme la transition complexe inévitable de l'unipolarité à la multipolarité et assurer la première place des Etats-Unis dans cette structure mondiale.

De la même manière, afin de protéger la primauté économique considérée essentielle pour la prospérité nationale et internationale, le Japon doit rester sous contrôle américain à travers des accords bilatéraux. En même temps, il faut appuyer la réforme politique et économique en Chine et rester engagé dans la péninsule coréenne. De même, la situation intérieure du pays est primordiale : il faut être compétitif, réduire le déficit public, et augmenter la productivité et la croissance afin de restaurer la primauté des Etats-Unis dans l'ordre international.

Le rôle phare des Etats-Unis dans l'environnement international, qui servirait également les intérêts nationaux. Pour cela, il faut appuyer et défendre la souveraineté de jeunes démocraties et accepter la diversité de leurs systèmes politique, social et économique. Puisque les institutions internationales peuvent servir à toutes ces fins, pour les unipolaristes, le contrôle de ces organisations devrait être défini largement par les Etats-Unis. Le recours à la force est accepté s'il s'avère nécessaire pour atteindre les objectifs définis. Le multilatéralisme est encouragé, mais il faut toujours garder ses moyens pour pouvoir réagir seul. Pour les unipolaristes, on ne peut jamais dépendre d'une institution internationale. Ainsi par exemple, la prolifération des armes de destruction massive nécessite une triple réponse : un contrôle sévère de l'exportation des technologies nucléaires, une réponse militaire décisive envers des Etats qui développent ou disposent de ces armes, et finalement, le développement d'un système de défense contre les missiles balistiques.

## II - 4 Non - interventionnisme

### II - 4.1 Introduction

Il est très important de bien définir la relation entre le non-interventionnisme et l'isolationnisme. George Washington lança déjà l'idée de l'isolationnisme en 1796, et certains auteurs pensaient que la politique étrangère ne jouait qu'un rôle mineur dans cette phase de l'histoire du pays. Il ne fallait surtout pas courir le risque d'une guerre internationalisée. Pourtant, une politique isolationniste n'empêchait pas de mener en même temps une politique expansionniste. Les Etats-Unis suivirent ces deux lignes politiques pendant presque tout le 19<sup>ième</sup> siècle. L'expansion sur le territoire américain eut comme principale justification la volonté d'assurer un isolement politique face à l'Europe. En plus de cela, l'Amérique n'hésitait pas à agir loin de son continent lorsque son intérêt le lui enjoignait, même pendant les périodes qualifiées d'isolationnistes

Si avant l'explosion de 1914, la République américaine se tenait à l'écart des conflits du Vieux continent et demeurait non-engagée, la période entre la Première et la Seconde Guerre mondiale fut caractérisée par le fait que les Etats-Unis prirent une position d'isolationnisme total, en même temps qu'une expansion constante des intérêts économiques. Ceci signifie donc que l'isolationnisme en tant que politique pendant cette période représentait seulement le refus de garantir politiquement et militairement le statu quo établi en Europe et en Asie. L'isolationnisme américain de l'entre-deux-guerres fut jugé responsable de la catastrophe de 40-45 par son incapacité à déterminer les intérêts vitaux du pays et sa mauvaise volonté à employer les moyens nécessaires à défendre ces intérêts. En 1930, Roosevelt n'était pas capable de contrôler un Congrès isolationniste, et le Congrès passait au vote des lois de neutralité. Ainsi, il réduisait la marge de manœuvre de la politique étrangère américaine au strict minimum. Après la guerre, les responsables politiques feront tout pour engager les Etats-Unis dans des structures internationales de sécurité. L'éclatement de la guerre en Corée signifiait très clairement la fin d'un épisode ambigu d'engagement ou non-engagement international. Même après la guerre du Vietnam, l'opinion publique ne se considérait pas comme isolationniste.

L'analyse serait incomplète sans mentionner le facteur géographique. Le fait que le territoire américain soit séparé des autres continents par deux masses d'eau de trois mille milles à l'est et six mille milles à l'ouest représente un facteur permanent dans l'appréciation de la position des Etats-Unis dans les relations internationales

L'isolationnisme américain est donc un concept ambigu. En effet, il n'a jamais été ni une donnée commerciale ni une constante idéologique ou culturelle. Tout au long de leur histoire, les Etats-Unis ont été isolationnistes sur le plan politico-diplomatique et donc en matière de politique étrangère. Seul une menace directe pouvait justifier l'abandon de cette attitude politique. Sur le plan de l'opinion publique, elle se faisait d'elle-même une image nettement internationaliste. Une politique de non-interventionnisme implique encore trop souvent l'absence de toutes relations plutôt qu'une restriction. L'égoïsme ou le non-interventionnisme répondent mieux à l'attitude réelle des Etats-Unis pendant ces périodes.

## II - 4.2 Perception de l'environnement international et des intérêts nationaux

Pour les non-interventionnistes, la politique étrangère a perdu son importance primaire. En effet, même si le monde multipolaire, en l'absence de toute autorité supranationale, est considéré comme ayant une structure anarchique, selon eux, nous vivons une période de paix sans pareille. Les Etats sont les acteurs primaires de ce système. Ils reconnaissent que le monde est confronté à une multitude de problèmes, mais depuis la désintégration

de l'Union soviétique, la sécurité des Etats-Unis n'est plus menacée d'une façon majeure. Les non-interventionnistes ont une vue pessimiste de l'avenir, mais malgré cela, ils considèrent les problèmes transnationaux plutôt comme des 'perturbations' de l'ordre mondial, rien de plus, et certainement pas menaçant la sécurité du continent américain.

Ils attachent beaucoup d'importance au rôle joué par des puissances régionales. Pour eux, l'implication de celles-ci, appartenant en majorité au tiers-monde, dans des crises locales, et les conséquences que ces crises les priveront des moyens nécessaires à leur accession au rang de puissance hégémonique globale. Les conflits régionaux s'étoufferaient ainsi avant que la sécurité des Etats-Unis ne soit menacée. Même si une puissance régionale avait tendance à montrer des aspirations globales, elle serait neutralisée par des puissances voisines. Seulement si cela n'était pas le cas, une intervention s'imposerait. Le système mondial serait donc autorégulateur et n'exigerait plus la présence globale des Etats-Unis.

Selon eux, les intérêts vitaux ne comprennent donc que l'intégrité physique et politique des Etats-Unis, et la protection des citoyens américains sur l'ensemble du territoire. Ils représentent des intérêts nationaux et non pas ceux des alliés, ni d'une organisation multilatérale, ni de l'ordre mondial. Peu de ce qui se passe ailleurs peut influencer les Etats-Unis, et par conséquent, peu de ce qui se passe outremer vaut la peine de s'engager. La puissance américaine ne peut pas apporter de véritable contribution à la solution des problèmes internationaux, et les non-interventionnistes se réfèrent aux crises des années 30 et à la situation désastreuse au Tiers monde. Une économie intérieure prospère est également essentielle.

La caractéristique dominante de la pensée non-interventionniste se trouve dans les conséquences intérieures de la politique étrangère. Le coût de l'activisme international nuit à la situation intérieure. Les engagements américains sur le plan international ont atteint le point où ils menacent directement le bien-être général du pays. Les intérêts économiques doivent être protégés par la puissance économique intérieure. L'accès aux matières premières n'exigerait pas le recours à la force militaire. Celle-ci est seulement nécessaire pour la défense de la souveraineté du continent américain. La promotion active de la démocratie n'est pas considérée comme un intérêt national.

Les minimalistes partent donc du principe que la sécurité des Etats-Unis ne fait pas face à une menace majeure, ceci de par sa localisation géographique, sa composante dissuasive nucléaire et sa puissance économique. Trois menaces possibles sont toutefois identifiées. Premièrement, il est important d'éviter qu'un pays hostile devienne quand même une puissance avec des aspirations globales et menace ainsi la balance géostratégique. La prolifération nucléaire représente une deuxième menace pour la sécurité de l'Etat. La troisième menace n'est pas externe, mais elle est présente au sein des Etats-Unis, notamment la volonté de vouloir intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Pour les non-interventionnistes, le fait que certains pays européens, la Corée du Sud, le Japon ou Israël soient menacés n'est pas considéré comme étant une menace des intérêts vitaux. Ce sont plutôt des problèmes de sécurité régionale. De la même manière, les phénomènes de l'intégrisme religieux, du trafic de drogue, des mouvements antidémocratiques et d'autres phénomènes transnationaux ne mettent pas d'une façon significative et directe la sécurité du continent en danger.

## II - 4.3 Importance des différents facteurs de puissance

Les minimalistes défendent l'option de réduire la puissance militaire au strict minimum, de façon à être capable de défendre le territoire américain. Les troupes terrestres pèsent trop sur le budget, et il faudrait se limiter à la puissance aérienne et navale et le contrôle de l'espace. Ainsi, le pays pourrait libérer plus de moyens et les axer sur le soutien de sa propre économie et la rénovation de son infrastructure. Ceci devrait aboutir à long terme à une meilleure compétitivité au plan international. Au niveau diplomatique, l'attitude est plutôt contradictoire. Tandis que les Etats-Unis quitteraient toute alliance, ils encourageraient les autres pays à se regrouper dans des alliances régionales afin d'assurer la balance régionale et au besoin à pouvoir faire face à une menace locale.

#### II - 4.4 Éléments clés de cette stratégie

L'élément clé de cette option est l'équilibre au niveau stratégique entre les buts recherchés et les moyens disponibles, aussi bien en matière de ressources économiques, de l'appui de l'opinion publique, de la capacité de l'instrument militaire et de l'influence politique internationale. Il faut donc réduire les intérêts vitaux au strict minimum, et adopter une politique interne axée sur le maintien de la situation économique intérieure. Il faut également maintenir une capacité militaire limitée, y compris une composante nucléaire modeste et crédible, et réduire le nombre d'unités prépositionnées. Les plans militaires sont orientés vers la dissuasion ou la défense du territoire américain, et la projection de puissance est considérée comme un élément de représailles. En résumé, il faut s'isoler des dangers provoqués par le désordre international en restant à distance des conflits à l'extérieur.

Au niveau diplomatique, il faut se retirer des alliances de sécurité collective, et surtout ne plus s'engager dans des actions multinationales de maintien de la paix sous la conduite de l'ONU. Contrairement au désengagement des alliances, la stratégie des non-interventionnistes encourage la création d'alliances régionales. On pourrait se poser la question quel serait le degré d'influence des Etats-Unis dans une alliance dont ils ne sont pas membre. Finalement, en cas de besoin, les Etats-Unis s'engageraient en créant des coalitions ad hoc de courte durée.

Une autre catégorie de minimalistes apprécie l'importance croissante de la coopération multilatérale à travers des organisations comme l'OTAN, l'ONU et l'OEA. Ils encouragent ainsi une stratégie hybride, composée d'éléments purement isolationnistes et pacifiques, basée sur une forte réduction de la puissance militaire, mais en préconisant également un engagement économique, politique et humanitaire au niveau international. Ainsi, ils se retrouvent très près de la troisième catégorie de stratégies possibles, l'engagement sélectif.

### II – 5 Nouvel Internationalisme

#### II - 5.1 Introduction

Bien que les Etats-Unis soient toujours l'Etat le plus puissant au monde, ayant des intérêts politiques, militaires et économiques dans plusieurs régions, actuellement, ni la base économique, ni la capacité militaire, ni la volonté politique, ni l'opinion publique ne sont suffisamment forts pour continuer à porter le poids de la sécurité, de la prospérité et de la stabilité du monde d'une façon unilatérale.

Déjà en 1992, le Secrétaire d'Etat Baker formulait un concept alternatif de politique étrangère américaine pour la période d'après-Guerre froide. Il s'opposait clairement aux non-interventionnistes et encourageait un internationalisme actif multilatéral. Les deux éléments clés de cette politique seraient le leadership américain et le partage des frais. Les Etats-Unis devraient pousser leurs alliés à un équilibrage des frais de la sécurité collective. Pour lui, les Etats-Unis devraient essayer de réaliser leurs objectifs de politique étrangère à travers des coalitions, des alliances et en se basant sur des institutions multilatérales. Puisque l'idée était clairement moins ambitieuse que le concept du Nouvel Ordre Mondial du Président Bush, elle reçut moins d'attention. Pourtant, basée sur les expériences vécues dans le golfe Persique, elle était beaucoup plus proche de la réalité domestique et internationale du moment. On retrouvera d'ailleurs par la suite les mêmes éléments clés dans le concept de multilatéralisme partagé du Président Clinton. Même si sa PDD25 limitera les conditions du multilatéralisme, elle en gardera quand même les idées de base.

Dans une déclaration faite par l'ancien Président Bush, on retrouve presque toutes les caractéristiques et les conséquences de cette troisième option. On ne parle plus du Nouvel Ordre Mondial. Le Président Clinton s'exprimera de la même façon, surtout au début de sa présidence. Les éléments essentiels de ces discours sont la folie de l'isolationnisme et donc le besoin de rester engagé dans les affaires mondiales, le partage des coûts, et l'engagement militaire multilatéral si possible ou unilatéral si nécessaire. Nous avons déjà vu comment l'administration Clinton deviendra plus prudente et hésitante après les mauvaises expériences lors des engagements multilatéraux sous l'égide de l'ONU. Nous essayerons de comprendre pourquoi les Américains reconnaissent si difficilement qu'ils ne disposent plus des moyens pour tout contrôler, et nous essayerons également de voir comment il faudrait réagir pour promouvoir les intérêts nationaux d'une façon sélective et donc à coûts réduits.

## II - 5.2 Perception de l'environnement international et des intérêts nationaux

Les partisans de cette approche croient avoir la vue la plus correcte de ce que deviendra le monde. Il n'est plus bipolaire et ne sera pas unipolaire. Selon eux, il sera géré par un triumvirat ou un directoire à quatre, cinq ou six, dans lequel les Etats-Unis seront un des partenaires. Dans cette structure, ils collaboreront simplement avec d'autres nations afin que la planète gère ses crises d'une manière responsable. La stabilité au niveau global que l'on vit à l'heure actuelle vient du fait que les grandes puissances essaient d'améliorer leur prospérité et leur sécurité non pas par l'expansion extérieure comme ce fut le cas pendant des siècles, mais plutôt par le développement interne. Alors, au lieu de construire une architecture de sécurité axée sur des menaces potentielles, ils suggèrent de saisir cette chance unique et la traduire en structures de sécurité coopérative. Celles-ci devraient être capables de répondre d'une façon active aux défis qu'on verra émerger. A des menaces moins vitales correspondraient des réponses moins ambitieuses, et les facteurs de puissance de l'Etat seraient sujets à un reclassement. Pour que cette approche réussisse, il faut que 'le Nouvel Internationalisme' soit plus sélectif.

Ainsi la nouvelle structure de sécurité internationale devrait pouvoir répondre à une gamme très large de défis qui demanderaient une approche globale. Ces problèmes devront être abordés moyennant des institutions qui devront malgré tout rester en cohérence avec les intérêts américains. Les défis demeurent nombreux et multiformes

comme l'explosion démographique, l'immigration incontrôlée, la dégradation de l'environnement, la désintégration de l'appareil militaire de l'Union soviétique, la restructuration des marchés d'armement mondiaux, la diffusion de technologies de pointe vers les Etats régionaux instables, la prolifération des armes de destruction massive, le trafic de drogues, les conflits d'origine ethnique, mais également les conflits économiques, la fragilité des jeunes démocraties et le respect des droits de l'homme. A cette liste, il faut ajouter certains problèmes intérieurs. Nous constatons donc que l'inventaire des défis n'est pas tellement différent des autres options stratégiques. La différence se trouve surtout dans la perception de l'importance de chaque défi, et dans la façon dont les Etats-Unis devraient s'engager à relever ces défis.

Ce nouveau concept stratégique doit donc être fondé sur une redéfinition moins large des intérêts nationaux. C'est la thèse de la contradiction de plus en plus flagrante dans la politique étrangère américaine entre les buts poursuivis et les moyens disponibles. Ainsi les engagements américains à l'étranger se heurtent désormais à l'affaiblissement des moyens, jusqu'à accélérer le déclin de la puissance globale de l'Amérique en l'affaiblissant à l'intérieur. Il faut reconnaître que pour les années à venir, l'ensemble des intérêts excèdera sans aucun doute largement les capacités de la nation et il faudra donc fixer des priorités. Nous avons déjà mentionné précédemment les difficultés auxquelles l'administration et le Congrès sont confrontés pour définir les intérêts vitaux dans cette phase transitoire des relations internationales.

Pour les adeptes du nouvel internationalisme, il est clair qu'actuellement les Etats-Unis suivent une double voie, celle de la rhétorique et celle de la réalité. Même si aujourd'hui la puissance des Etats-Unis est peut-être encore incontestée dans presque tous les domaines, un jour, ils seront mis à l'épreuve de la même façon que toute première puissance mondiale l'a été dans le passé. Plus le déséquilibre entre l'emploi de la rhétorique de l'exceptionnalisme et la définition inconsistante des intérêts vitaux s'accroît, plus le choc de la réalité sera important au moment où il faudra avouer que les Etats-Unis ne sont plus capables de réaliser certaines ambitions. Ils pensent donc qu'il serait préférable d'accepter certaines réalités et de préparer l'opinion publique à un engagement plus sélectif au plan international. Sinon, les Etats-unis courent le risque d'une diminution de leur crédibilité.

Les intérêts doivent donc être définis d'une façon sélective, et l'action doit être axée sur le maintien de la prospérité intérieure et sur la promotion de la stabilité à l'extérieur. Ainsi, les Etats-unis arriveront à réaliser leurs objectifs, qui selon les partisans du nouvel internationalisme n'ont pas changés depuis la fin de la Guerre froide, et qui sont les suivants : éviter la domination de l'Europe par une puissance hégémonique, maintenir l'équilibre de sécurité en Asie de l'Est, assurer la sécurité et la stabilité dans l'hémisphère occidental, promouvoir les idéaux américains partout dans le monde, protéger les citoyens américains et le libre accès aux ressources vitales, renforcer le commerce international et ouvrir de nouveaux marchés.

## II - 5.3 Importance des différents facteurs de puissance

Bien que certains analystes croient que le facteur militaire est de moins en moins approprié pour répondre aux vrais défis de sécurité qui se poseront à l'avenir, les adeptes du nouvel internationalisme pensent qu'il faut garder sa capacité militaire et rester engagé dès le temps de paix au sein des alliances existantes. Non seulement faut-il garantir la

crédibilité de sa diplomatie, mais c'est également le seul moyen de présenter un contrepois vis-à-vis des quelques Etats du Tiers monde, restés hostiles aux Etats-Unis. En plus, cela encouragera d'autres pays à s'engager d'une façon multilatérale si les Etats-Unis prennent la tête de la sécurité collective. Les réductions des forces prépositionnées ne doivent donc à aucun moment être considérées comme un repli sur soi ou un signe d'un non-interventionnisme renaissant, mais plutôt comme l'évolution de la défense avancée à la présence avancée et l'adaptation de la structure militaire aux nouveaux défis de sécurité de cette structure mondiale changeante. Malgré cela, l'option unilatérale doit rester viable et possible. Certains conflits limités aux intérêts purement américains ne demanderont pas de réponse multilatérale.

D'autres analystes mettent beaucoup plus l'accent sur l'importance des autres facteurs de puissance, surtout du facteur économique. Pour eux, l'engagement militaire ne peut se faire qu'en dernier ressort et toujours sous forme d'un engagement multilatéral après avoir eu l'aval d'une institution supranationale. Certains défendent le point de vue que la compétition économique représentera le pivot des relations internationales de l'après-Guerre froide. Finalement, il est clair que le rôle de la diplomatie deviendra beaucoup plus important, aussi bien pour stimuler des pays à s'engager dans des structures de sécurité collective, mais également dans le rôle de modérateur actif afin d'éviter l'évolution de différends en crises ou en conflits.

## II - 5.4 Éléments clés de cette stratégie

Un pays aussi vaste que les Etats-Unis, disposant d'un impressionnant éventail de ressources, doit être capable d'assurer la stabilité sa situation intérieure en essayant simultanément d'assurer sa position de 'leader' au niveau mondial. Pour cela, il faut adopter une stratégie qui maximalise tous les facteurs de puissance.

Les multilatéralistes mettent surtout l'accent sur le caractère de la stratégie choisie. La première condition doit être d'accepter certaines réalités en abandonnant la rhétorique de 'seule superpuissance'. La stratégie choisie doit permettre d'utiliser ses propres ressources et de mobiliser celles d'autres nations et des institutions pour réaliser les objectifs américains au moindre coût. Le rôle des Etats-Unis, qui se fonderait sur une redistribution des tâches invitant les alliés à se montrer plus actifs que par le passé, aurait alors une envergure plus restreinte et un style nouveau. Il faudra accepter le fait que cette approche a l'inconvénient de limiter éventuellement le contrôle américain sur les actions entreprises. Elle exigera d'expliquer à l'opinion publique ce que sont les intérêts vitaux limités pour lesquels l'Etat veut s'engager. Les considérations de politique intérieure joueront un rôle plus important que par le passé. En effet, même si les intentions sont très nobles, il faut avouer que tous les défis que nous avons mentionnés précédemment, ne sont pas vitaux pour les Etats-Unis, et ne représentent pas de menace pour la survie du pays. Il faut trouver un juste milieu entre l'unipolarité et le non-interventionnisme. Quoiqu'on en dise, les deux familles politiques se sont mises d'accord pour qu'à l'avenir, un engagement militaire extérieur significatif ne se fasse que pour la défense des intérêts vitaux, et non plus pour conserver l'intégrité du système international.

Actuellement, nous assistons déjà à l'émergence d'une nouvelle approche plus réaliste. Dans le cadre de cette option, la politique extérieure deviendra ainsi différente, plus minimaliste, plus sélective en s'engageant sous l'égide d'un organisme supranational, plus à distance, plus axée sur ses propres intérêts socio-économiques et donc pendant un

certain temps, guidée par un certain pragmatisme. Le but reste de conserver le leadership mondial, mais plus d'une façon bénévole.

Au niveau diplomatique, il sera nécessaire de renforcer les institutions internationales de sécurité collective. Au lieu de fermer des ambassades et de continuer à réduire le budget du département des affaires étrangères, il faudrait donc saisir l'occasion et s'engager plus intensément. Il est clair qu'un appel plus intensif au multilatéralisme exigera une utilisation plus subtile de la diplomatie. Lors des crises régionales des dernières années, l'administration n'a pas toujours réussi à intégrer d'une façon équilibrée la puissance militaire et la diplomatie.

Les partisans du nouvel internationalisme pensent que la diplomatie doit agir à quatre niveaux différents. Tout d'abord, il faut améliorer les relations avec les autres grandes puissances existantes ou émergentes, spécialement avec l'Europe, la Russie, l'Asie, le Japon, les deux Corées, la Chine, le Taiwan, l'Inde et quelques alliés privilégiés comme Israël et l'Arabie Saoudite. Deuxièmement, il faut développer de nouvelles structures ou adapter les structures existantes de façon à ce qu'elles puissent s'adresser également aux nouveaux défis mentionnés antérieurement. Troisièmement, vis-à-vis du Tiers monde, au lieu d'éparpiller des ressources de plus en plus limitées, il faut adopter une stratégie plus sélective et laisser l'initiative aux institutions régionales dont l'efficacité doit être augmentée. Un jour, elles devront reprendre une partie des responsabilités dans leurs régions respectives. Quatrièmement, plus d'efforts doivent être orientés envers les jeunes démocraties. Par le biais des organisations internationales, il convient de les aider à stabiliser leur monnaie, intégrer leur économie dans les structures régionales puis internationales, appuyer la reconstruction de l'infrastructure, et s'engager dans le processus local d'éducation et d'entraînement.

Sur le plan politico-militaire, il faut encourager le développement d'une structure de sécurité et de défense en Europe, ainsi que son intégration au sein de l'OTAN, et en même temps approfondir les relations avec la Russie. Les organisations de sécurité existantes doivent rester en place tout en étant renforcées et en encourageant les alliés à prendre des responsabilités plus importantes. Il faut maintenir l'engagement militaire dès le temps de paix dans les régions 'vitales', en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. Dans ces régions, les engagements américains représenteront un facteur de stabilité alors même que de nouvelles relations et équilibres intra-régionaux se constituent. Pour ce qui est de l'engagement futur, même si les Etats-Unis n'intervenaient plus que dans des crises dûment choisies, évitant des actions non seulement coûteuses, mais peu rentables politiquement et économiquement à long terme, ils resteraient l'acteur essentiel contre les Etats régionaux agresseurs.

Dans le domaine économique et monétaire, au plan international, il faut réorienter les efforts des plus fortes organisations internationales vers les pays qui en ont besoin. Sur le plan de la politique intérieure, il faut surtout maintenir la compétitivité et équilibrer le budget. Cela se traduit déjà par la mise en œuvre de plan d'intégration économique à long terme vers l'Asie du sud-est et l'Amérique latine avec l'ALENA et l'APEC.

## II - 6 Conclusions partielles

L'environnement mondial changeant nécessite une nouvelle approche des Etats-Unis en matière de politique étrangère. La stratégie recherchée doit pouvoir répondre à une structure

mondiale beaucoup plus complexe et variée. Les trois alternatives que nous venons d'analyser représentent des solutions type pures qui tiennent compte de trois intérêts vitaux que les États-Unis doivent garantir, à savoir la sécurité physique de l'État et de ses citoyens, l'autonomie politique et la prospérité sociale et économique. La différence se trouve surtout dans les priorités attribuées à chaque intérêt national, et dans la façon dont les différents éléments de la puissance de l'État doivent être mis en œuvre pour protéger ces intérêts.

Les unipolaristes accentuent la prépondérance américaine dans un monde composé de différents grands acteurs. Il faut profiter des circonstances actuelles pour adopter une stratégie orientée vers l'unipolarité perpétuelle. Étant la seule superpuissance, les États-Unis sont également responsables de l'ordre international. Tous les éléments de la puissance ont une même valeur stratégique. Les grandes puissances potentielles doivent être gardées sous contrôle. Ainsi, la présence outremer dans les régions clés et une bonne situation intérieure économique et sociale redressée restent très importantes. Les institutions internationales ne sont qu'un des moyens de la politique étrangère, et il faut seulement s'en servir si cela répond également aux intérêts nationaux.

Les non-interventionnistes se voient confrontés à une structure mondiale anarchique mais - à leurs yeux - autorégulatrice. Les États-Unis ne font pas face à une menace majeure, et les intérêts peuvent donc être définis d'une façon étroite et purement nationale. Il faut les protéger par la puissance économique et non pas par la force militaire qui peut dès lors être réduite au strict minimum. La sécurité des alliés est considérée comme un problème régional qui ne nécessite pas un engagement des États-Unis.

Les adhérents de l'engagement sélectif et pragmatique essaient de trouver un bon équilibre entre les ressources de plus en plus limitées et les buts à poursuivre. Ils veulent adopter une politique moins interventionniste, et agir multilatéralement si possible et unilatéralement si nécessaire, c'est-à-dire si les intérêts vitaux des États-Unis sont menacés ou en cas d'une crise limitée. Seuls les intérêts vitaux qui doivent être définis d'une façon très sélective exigent le recours à la force militaire. Pour eux, la dissonance entre le discours unipolariste et la situation réelle dans laquelle se trouve le pays, reste un souci permanent.

Finalement, nous constatons que dans toutes les options, les États-Unis veulent maintenir le statu quo de première puissance mondiale. L'objectif à long terme est d'assurer la prospérité intérieure et la stabilité au niveau international. Il nous reste à étudier les facteurs internes et externes qui pourraient influencer l'adoption de l'une ou l'autre stratégie. En effet, l'évolution de l'environnement mondial, le fonctionnement d'une institution supranationale, l'attitude et l'évolution d'autres grandes puissances mondiales, mais également le rôle de l'exécutif et du législatif, l'opinion publique, la situation sociale et l'économie intérieure influenceront l'attitude des décideurs. Cette étude fera l'objet du troisième chapitre.

### **Chapitre III Analyse des facteurs influençant les options possibles**

#### **III - 1 Facteurs externes**

##### **III - 1.1 Impact de l'environnement international**

Nous avons déjà décrit antérieurement comment la structure mondiale pourrait évoluer dans les décennies à venir. Analysons maintenant si cette évolution peut permettre aux Etats-Unis de la contrôler tout seuls ou de s'en retirer.

Rappelons que la nature incertaine et complexe de l'environnement international n'est pas près de disparaître. Les problèmes auxquels le monde sera confronté seront différents et plus difficiles à gérer que ceux qui existaient auparavant. Il s'agira de problèmes transnationaux, le trafic de drogues, le terrorisme international, l'environnement, la démographie, et la prolifération des armes de destruction massive. Le fait d'avoir placé plusieurs de ces défis parmi les priorités de la politique étrangère américaine représente une indication de cette transformation du système international. Ni les Etats-Unis tout seuls, ni n'importe quelle institution supranationale pourra à elle seule, les relever. Une interaction entre tous les acteurs internationaux et régionaux sera nécessaire.

Un autre aspect qu'il faut prendre en compte est l'existence ou la non-existence d'une menace majeure envers les Etats-Unis. Actuellement, aucune puissance majeure n'est hostile aux Etats-Unis. Même si nous reviendrons plus tard dans cette étude sur la spécificité de la relation américano-chinoise, il faut déjà en parler ici. En effet, en comparant l'évolution de la Chine à celle d'autres puissances hégémoniques dans l'histoire, on pourrait en déduire qu'un jour, l'empire du milieu, qui a l'avantage de ne pas connaître l'épuisement démographique, essaiera de projeter sa puissance en dehors de ses frontières. Au contraire, les petits Etats comme la Libye, l'Iraq, la Corée du Nord, Cuba ne disposeront jamais de la puissance suffisante pour menacer les grandes puissances ou la stabilité mondiale. Pour ceux-ci, un rôle de déstabilisateur régional reste néanmoins possible.

Nous avons vu également que les relations entre les différents Etats se feront de plus en plus à travers des institutions internationales et régionales. Les engagements déjà pris au sein d'alliances pour y jouer un rôle prééminent subsisteront. Les Etats-Unis ne laisseront jamais trop d'initiative à ces organisations, ainsi qu'à d'autres grandes puissances si des décisions doivent être prises concernant des matières qui les concernent également. C'est exactement comme cela qu'il faut comprendre le Président quand il s'exprime en termes de 'leadership' américain. Ce leadership, c'est surtout faire de sorte qu'on garde toujours l'initiative, mais au moindre coût.

### III - 1.2 Rôle de l'ONU

Pendant quarante ans, le regard porté par les Etats-Unis sur l'ONU était plus critique qu'élogieux. A la fin de la Guerre froide, toutes les conditions étaient présentes pour revitaliser l'organisation. Immédiatement après la guerre du Golfe, certains hommes politiques avaient tendance à valoriser sa contribution à la sécurité collective.

Le président Bush évoquait l'existence d'une convergence entre les objectifs de la politique étrangère américaine et l'action de l'ONU. L'opinion publique américaine ne cachait pas son enthousiasme pour l'engagement multilatéral. Mais Washington voulait surtout se parer du drapeau de l'ONU lorsque cela l'arrangeait, et d'autant plus volontiers, que l'intervention de ses troupes serait financée par autrui sous le prétexte du multilatéralisme. L'ONU était donc surtout utile à des fins de politique intérieure.

Dès son arrivée, le président Clinton a voulu utiliser l'organisation comme un symbole de l'après-Guerre froide et de la nécessité d'accentuer la coopération. Ses ambitions ont été mises en échec par la faillite de la politique étrangère en Somalie. Très vite, la DPP25 remettait l'efficacité de l'ONU en cause et décrivait clairement les restrictions à la participation des Etats-Unis à des opérations de maintien de la paix. De l'enthousiasme initial, on revenait en quelques années au point de départ d'un réalisme prudent. Pour l'action au Kosovo, les Etats-Unis et les autres membres de la coalition ont même agi sans l'accord de l'ONU.

Il faut dire ici qu'on oublie trop facilement que le dynamisme et l'efficacité de l'ONU ne sont que le reflet de l'engagement de ses Etats membres. Pendant des décennies, les Etats-Unis n'étaient pas l'élève le plus exemplaire. Au cours de la dernière décennie, les Etats-Unis n'avaient pourtant guère eu à se plaindre du Conseil de sécurité. Bush et Clinton avaient obtenu à peu près tout ce qu'ils voulaient. Il est clair que les Etats-Unis ont à l'égard de l'organisation une lourde dette contractuelle politique et financière. Depuis la réélection fin 1996 du Président Clinton, le choix de Madeleine Albright comme Secrétaire d'Etat et l'arrivée du nouveau Secrétaire général de l'ONU, Monsieur Kofi Anan, le climat a quand même légèrement changé. En effet, nous constatons un début de rapprochement, et un remboursement limité des dettes.

Reste à voir maintenant si les Etats-Unis ont vraiment l'intention dans l'avenir de faire de l'ONU une organisation qui aurait plus de pouvoir. En réduisant ses moyens budgétaires et le nombre de fonctionnaires, et en agissant ouvertement sans son accord, nous pouvons avoir des doutes sur les chances de réussite de cette restructuration.

La façon dont les Etats-Unis dans un avenir proche ou plus lointain évalueront leur engagement dans le monde sera une réponse à cette question. Un autre facteur qui aura une influence est la composition du Conseil de sécurité, surtout son adaptation éventuelle aux nouvelles réalités de la structure mondiale, l'avenir du droit de veto, l'attitude future de certains membres permanents, notamment la Russie et la Chine et leur relation avec les Etats-Unis.

### III - 1.3 Relations avec les autres puissances mondiales

#### a. Russie

La fin de la Guerre froide mène difficilement à une plus grande stabilité dans les pays de l'ex-Union soviétique. La transformation vers une démocratie libérale est très hésitante et des tendances néo-nationalistes réapparaissent. Vu son étendue géographique et sa densité démographique, ses réserves en matières premières, et son potentiel militaire résiduel, la Russie s'efforcera de retrouver son statut de grande puissance.

Au cours de ces dernières années, il est difficile de dire que l'approche de la politique étrangère américaine ait été idéale dans ce domaine. L'appui à la réforme a été insuffisant et absent de vision ou de stratégie à long terme, non seulement au niveau bilatéral, mais également à travers des institutions supranationales financières et économiques.

Récemment, surtout depuis le début de la deuxième présidence Clinton, cette relation est pourtant devenue une des priorités de la politique étrangère. En vue du 21<sup>ème</sup> siècle, deux intérêts sont considérés comme étant vitaux : prévenir à la fois la domination hégémonique russe des pays voisins et sa propre instabilité interne, et une stricte gestion nucléaire. Une nouvelle stratégie américaine devra tenir compte de ces réalités.

b. Asie

Les Etats-Unis ont toujours eu un grand intérêt pour cette région. La croissance y est telle qu'on assistera peut-être au déplacement des centres de gravité mondiaux. Ils ont apporté leur soutien à l'APEC qui jouera certainement un rôle clé à l'avenir, même si actuellement elle ne représente qu'une plate-forme de réflexion. Une réduction de la présence militaire américaine dans la région pourrait créer un certain vide et encourager le développement de puissances régionales.

La Chine est peut-être le seul pays capable de menacer les Etats-Unis sur le plan militaire d'ici 20 ans. Elle est le seul pays régional qui entretient des contacts avec la Corée du nord et de plus Pékin a provoqué les Etats-Unis en livrant des technologies nucléaires au Pakistan. Quoi qu'il en soit, Taiwan reste un point important des relations sino-américaines même si le statu quo semble vouloir perdurer.

Le Japon, reconnu pour son dynamisme économique et sa faiblesse politique et démographique, a bénéficié du parapluie nucléaire et de la protection militaire américaine, ce qui lui a permis d'économiser pendant des décennies en matière de dépenses de défense. Les investissements japonais aux Etats-Unis sont un remède à un manque de moyens financiers propres, mais provoquent évidemment une certaine nervosité vis-à-vis du Japon. Ainsi, ce pays représente le souci central au niveau économique américain.

On peut résumer les intérêts des Etats-Unis en Asie comme suit : éviter la domination régionale par un pays hostile aux Etats-Unis, intégrer la Chine dans les structures internationales, assurer la sécurité en Corée du Sud et maintenir le statu quo sur la question taiwanaise, faciliter l'entrée américaine sur les marchés économiques et financiers, et éviter la prolifération de la technologie nucléaire et balistique.

c. Europe

Les changements importants du paysage politique qu'on vit depuis dix ans en Europe confrontent ce continent à une nouvelle transition dans l'évolution de sa situation de sécurité. Les Etats-Unis y craignent toujours l'émergence d'une puissance hégémonique. La stabilité du continent européen est essentielle pour les Etats Unis. Le fait de pouvoir y disposer de bases avancées est d'une très grande importance, notamment en vue d'une intervention possible au Moyen-Orient. A tout cela s'ajoute l'importance de bonnes relations économiques et commerciales. Finalement, l'Europe représente toujours un partenaire fiable, basant sa stratégie sur le même jeu de valeurs et d'intérêts que les Etats-Unis. De plus les affinités culturelles restent fortes.

Les Etats-Unis sont officiellement favorables à une meilleure intégration européenne, et ils attendent beaucoup de la PESC comme partie intégrante d'une Europe plus

stable. L'ouverture de l'OTAN vers l'est, menée sous le contrôle américain, montre bien que les Etats-Unis souhaitent conserver le premier rôle dans les relations transatlantiques.

d. Moyen-Orient

Pendant la Guerre froide, on assistait à une compétition stratégique entre les deux superpuissances. La guerre du Golfe a pu être considérée comme un point marquant dans l'histoire des relations extérieures américaines dans cette région. Pour la première fois, ils s'y engagent massivement, et deviennent ainsi l'acteur déterminant dans la région, en maintenant depuis un fort contingent permanent en Arabie Saoudite.

La stabilité régionale et la survie de l'Etat israélien resteront donc les priorités américaines dans cette région.

e. Afrique

Malgré sa position géographique intéressante, le continent africain n'est pas considéré comme recelant des intérêts vitaux. Aucun pays ne représente une menace majeure ni pour Etats-Unis, ni pour la stabilité mondiale. On peut alors se demander si les Etats-Unis sont vraiment intéressés par le redressement de la situation actuelle en Afrique. En effet, il est très difficile de parler d'une politique étrangère américaine ou d'une stratégie envers le continent africain. Il suffit de mentionner l'attitude américaine hésitante face aux différentes crises en Afrique centrale. A l'exception du soutien - limité au strict minimum et souvent lié à des intérêts économiques- apporté à l'Afrique du Sud et ponctuellement au Zaï re, la présence américaine en Afrique reste finalement relativement faible et très ponctuelle, à l'image de l'appui fourni à l'Ouganda et au Rwanda pendant la crise dans la région des grands lacs.

f. Amérique latine

Deux constatations intéressantes sont à noter dans la relation des Etats-Unis avec cette région, notamment le fait que depuis la fin de la Guerre froide, le 'flanc sud' américain ne représente plus de problème de sécurité au sens militaire du terme. Le retrait de la zone du canal de Panama, bien que contraint, semble le confirmer. Malgré cela, certains problèmes persistent, notamment le trafic de drogue et les tentatives de franchissement de frontière par des réfugiés économiques. L'autre problème majeur qui perdure est la dette publique dans la plupart des pays d'Amérique du sud, malgré la croissance de leur économie.

La politique étrangère américaine cherche actuellement à convaincre gouvernement du continent sud américain de s'associer aux activités internationales de maintien de la paix, à limiter les ventes d'armes, à encourager la coopération dans les domaines de la recherche et du développement, et à favoriser l'intégration économique avec tous les pays intéressés. Les Etats-Unis mettent également l'accent sur une coopération multilatérale accrue notamment dans la lutte contre le trafic de drogues et le problème des réfugiés.

III – 2 Facteurs internes

### III 2.1 Pouvoirs exécutif et législatif

Le rôle du président en matière de politique étrangère est essentiel. Le peuple américain a démontré à plusieurs reprises qu'il était sensible aux arguments de la présidence si besoin en était. Mais il est indéniable que sensibiliser les citoyens à l'importance de l'internationalisme en l'absence d'un danger extérieur bien défini est devenu assurément plus difficile. En plus de cela, depuis près de cinq ans, les affaires étrangères ne forment pas la première préoccupation du président. C'est seulement depuis sa réélection en 1996, que Clinton accélère ses initiatives envers l'OTAN, la Russie et l'Asie. Mais il reste néanmoins convaincu que les priorités doivent rester axées sur la situation intérieure.

L'évolution du congrès doit également être analysée. Elle présente deux aspects : d'abord le pouvoir réel du congrès en matière de politique étrangère, et ensuite, l'intérêt qu'il porte aux affaires extérieures. Historiquement, des périodes successives d'activité et de passivité en matière de politique étrangère se sont succédées. Constitutionnellement, aussi bien le congrès que le président disposent de prérogatives qui leur permettent de revendiquer une certaine autorité. En général, les présidents ont fait valoir que la clause de commandement en chef leur donne des pouvoirs étendus. Ainsi, même si les discussions étaient parfois animées au Congrès, la décision de s'engager fut laissée entre les mains du président, ne laissant d'autre choix aux parlementaires que de suivre la décision prise.

Un autre aspect à ne pas perdre de vue est le fait que les Etats-Unis font face à une multiplication des groupes d'intérêt ethniques qui exercent une pression sur les membres du Congrès. Le plus ancien est le lobby pro-israélien. En Irlande du nord, le soutien de certains sénateurs au Sinn Fein a contribué à infléchir la politique américaine dans le sens de la reconnaissance de l'IRA, et l'intervention à Haï ti, entre autres, a été le résultat des pressions exercées par une partie du congrès.

Finalement, mentionnons l'aspect de l'intérêt que porte le congrès à la politique étrangère. Il faut d'abord mentionner que depuis 1994, le président est confronté à un congrès très conservateur, qui a clairement d'autres priorités que la politique étrangère, surtout pour des raisons budgétaires. Mais il y a aussi une évolution des mentalités, et c'est surtout cet aspect qui influencera l'attitude du congrès envers la politique étrangère. De plus en plus, les représentants sont nés après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et ainsi, ils n'ont plus cette notion des conséquences que pourrait avoir une déstabilisation internationale pour leur pays. Ceci s'est traduit entre autres par le refus de ratifier les accords START 2 et le traité d'interdiction des essais nucléaires.

Il est clair que cette évolution deviendra encore plus importante dans les années à venir, et en combinaison avec la tendance démographique significative dont nous parlerons plus tard, elle pourrait avoir une influence importante dans l'adoption d'une politique étrangère ou une autre.

### III - 2.2 Opinion publique, identité américaine et situation intérieure :

Les Etats-Unis se sont construits en réaction contre la politique du Vieux Continent. La paix devrait être la condition normale et les peuples devraient pouvoir vivre en toute liberté. Depuis le début du 20<sup>ième</sup> siècle, ils se veulent le gardien du droit et de la morale. Cette volonté de répandre leurs valeurs dans le monde reste présente. Malgré cela,

sachant qu'il n'y a plus de menace grave qui pèse sur la sécurité de leur pays, l'opinion publique n'est pas désireuse de redéfinir l'intérêt national d'une façon élargie.

Il faut ajouter à cela l'inévitable fossé démographique qui se creusera à long terme entre le 'Vieux Continent' et les Etats-Unis, ce qui pourra également influencer la volonté de s'engager hors des frontières. En effet, actuellement, 80 % de la population américaine possède des liens démographiques avec l'Europe, en 2025 ce nombre sera réduit à 64 %, et en 2050 à 56 %. Il sera intéressant de suivre les implications de ce virage démographique vers l'Ouest et le Sud sur le comportement des décideurs en matière de politique étrangère.

Mais il y a d'autres phénomènes qui doivent être pris en compte. Premièrement, il y a le problème des pertes de vies humaines lors des interventions militaires. Celles-ci furent toujours au cœur des préoccupations et de la réaction américaine dans l'approche des affaires internationales, et elles y resteront. Ainsi, depuis la guerre du Vietnam, la voix de l'opinion publique américaine est devenue un point clé de chaque intervention. Il suffit de se rappeler les réactions de la population américaine quand elle se voit confrontée à l'image du premier soldat américain mort en Somalie.

Deuxièmement, même s'il existe parfois des doutes à l'intérieur du pays sur sa puissance réelle, le monde fera toujours face à ce que nous appellerons 'l'identité américaine'. Les Etats-Unis sont parfaitement conscients que seuls eux disposent simultanément de tous les éléments de la puissance. Comme l'ont dit certains, ils ont pris goût au pouvoir et entendent le garder. Leur prestige, la séduction de leurs idées et de leur modèle leur donne une place importante dans des négociations internationales. Malgré cela, cette identité est une des contradictions majeures à Washington. Même si on aime affirmer, d'ailleurs souvent avec arrogance, qu'on est, de facto, la seule grande puissance mondiale, simultanément, les moyens financiers pour assurer ce leadership deviennent de plus en plus limités. Le contraste entre l'image de puissance de l'Amérique à l'extérieur et la perception de vulnérabilité du citoyen américain est frappant.

Troisièmement, il faut mentionner les problèmes au sein de la société américaine qui pendant des décennies ont été négligés et qui poussent davantage l'opinion publique à porter l'essentiel de son attention sur les problèmes internes. Ainsi, même si la situation économique des Etats-Unis est florissante, la garder coûte cher et ils devront choisir entre grandeur extérieure et prospérité intérieure. Malgré cette réalité, ils continuent à employer la rhétorique traditionnelle pour garder l'impression de rester la superpuissance intouchable. Pour beaucoup d'Américains, 1989 représentait une victoire nette et pure du 'système' américain et l'affirmation de leur hégémonie. Il est évident qu'après cela, il est difficile d'accepter que le déclin soit possible.

Mais admettons tout de même que si les Etats-Unis sont confrontés à des problèmes intérieurs, ils ne sont certainement pas les seuls à en avoir. La réalité des problèmes internes, relevant essentiellement du domaine social, impose pourtant à l'administration d'y consacrer des moyens importants.

Comme il a été mentionné antérieurement, un tel pays doit être capable, en adoptant une politique pragmatique pendant un certain temps, de résoudre ses problèmes tout en restant au premier plan mondial.

### III - 2.3 Economie

Il y a clairement un lien structurel entre l'état de l'économie et de la société d'un pays et son comportement international. Si la politique d'un pays n'est pas portée par une économie florissante, celui-ci ne peut pas garder le statut de numéro un mondial. Ceci est également le cas pour les Etats-Unis. La situation économique américaine est aujourd'hui prospère même si cela entraîne une peur de la récession.

Mais il faut également étudier l'aspect de l'interdépendance économique internationale. Les Etats-Unis ont autant besoin des transferts de ressources en provenance des autres pays que ces derniers ont besoin d'un accès à l'énorme marché américain. Ainsi, les liens rattachant les Etats-Unis à l'économie mondiale sont devenus plus profonds et plus complexes, et la dépendance est mutuelle. En plus de cela, dans le monde multipolaire en voie d'émergence, la puissance économique est clairement en passe de devenir le critère décisif dans les rapports entre les grandes puissances dans la hiérarchie internationale.

Confronté à toutes ces réalités, dès son élection, le président Clinton a mis l'accent sur l'économie, la création d'emplois, un redressement de la compétitivité et de l'agressivité en matière de commerce extérieur, particulièrement à l'égard du Japon. Cette stratégie a porté ses fruits : le taux de croissance de la productivité est largement excédentaire, et le déficit budgétaire a diminué.

En matière de politique économique extérieure, même si le lien transatlantique reste important, l'Asie et l'Amérique du Sud sont devenus des orientations probablement prioritaires. Le succès de l'Uruguay Round et des accords du GATT, le démarrage de l'OMC, la mise en œuvre de l'ALENA, l'importance donnée à l'APEC, reconnue comme forum d'intégration et de coopération économique à travers la zone Asie Pacifique, et les nouveaux accords bilatéraux avec le Japon et d'autres partenaires commerciaux traduisent cette nouvelle réalité. L'extension future de l'ALENA figure sur l'agenda dans les années à venir. Les pays en développement d'Asie et d'Amérique latine représentent clairement un poids croissant dans l'économie mondiale, et leur dynamisme suggère l'émergence de marchés très prometteurs pour les entreprises du monde entier. Très vite, les Etats-Unis ont compris cette nouvelle réalité. Ainsi, ils se trouvent donc devant une période d'expansion économique potentielle très importante.

### III - 3 Conclusions partielles

Après avoir décrit dans le chapitre précédent les différentes options possibles, nous venons d'analyser les différents facteurs, aussi bien externes qu'internes, qui pourront influencer l'attitude future des Etats-Unis envers le monde et consécutivement sa politique étrangère.

Pour les facteurs externes, les points suivants sont à retenir. L'environnement mondial sera de plus en plus souvent confronté à des problèmes transnationaux, qui demanderont une approche globale, concertée et intégrée. Même s'il n'y a pas de menace directe d'une grande puissance émergente, la douce intégration de la Chine dans le système international sera nécessaire pour que cette situation favorable puisse subsister. Finalement, les quelques 'rogue states' restants ne présenteront au maximum qu'une menace à la stabilité régionale.

Deuxièmement, ces dernières années, l'attitude de la politique étrangère américaine envers l'ONU a fortement oscillé. Après avoir été neutralisée au sein du Conseil de

Sécurité pendant quatre décennies, lors de la guerre du Golfe, l'ONU a servi d'instrument de légitimation à l'action multilatérale. Après quelques mauvaises expériences, très vite, la PDD25 a redéfini la relation entre les Etats-Unis et l'ONU. Suite à de fortes pressions américaines, aboutissant à l'élection d'un nouveau Secrétaire Général, il reste à voir quelle sera l'attitude future des Etats-Unis. Il y a très peu de chances que les Etats-Unis acceptent que l'ONU continue à se développer en un instrument supranational plus indépendant.

Troisièmement, les relations avec les autres grandes puissances mondiales resteront très importantes. Sur base des intérêts stratégiques, les quatre régions clés à prendre en compte dans le développement d'une future stratégie sont l'Europe, la Russie, l'Asie, et le Moyen-Orient. L'Amérique latine peut être considérée comme étant importante pour des raisons économiques, mais pas pour des raisons de sécurité militaire. A l'avenir, il faudra peut-être s'engager plus en Afrique, où actuellement, - à l'exception de l'Afrique du Sud et du Zaïre -, aucun pays ne représente une importance stratégique pour les Etats-Unis.

On peut alors résumer ainsi l'influence des facteurs internes. Nous avons vu que ce sera le président qui continuera à faire ou à ne pas faire la politique étrangère. Il sera confronté à un congrès de plus en plus jeune, pour lequel la situation intérieure sera prioritaire. Ces problèmes de société qui demanderont une réponse, ainsi que l'opinion publique plus réticente envers la perte de vies lors des interventions militaires, influenceront certainement d'une façon importante la prise de décisions.

Finalement, même si nous n'avons aucune intention de faire une analyse profonde de la politique économique et commerciale, il résulte que l'interdépendance économique de plus en plus profonde au niveau mondial et une croissance prometteuse dans la région du Pacifique et en Amérique latine, mais également le souci de maintenir l'économie nationale au meilleur niveau pourraient influencer d'une façon décisive la politique étrangère des Etats-Unis pour le 21<sup>ème</sup> siècle.

\*

\*           \*

### **Conclusion générale**

Depuis la fin de la Guerre froide, le monde vit une transition extrêmement passionnante, caractérisée par une évolution profonde des relations internationales. Dans cette structure multipolaire en voie de développement, il est très difficile de trouver des repères stables. Des blocs régionaux essaient de se positionner, aussi bien sur le plan politico-militaire qu'économique. Les caractéristiques les plus frappantes de ce Nouvel Ordre Mondial sont l'interdépendance croissante entre les différents Etats, la globalisation de l'économie mondiale, la définition de la sécurité plutôt en termes d'économie que militaire, et la nécessité d'avoir une réponse globale, concertée au niveau mondial pour faire face à des dangers ou des problèmes transnationaux.

C'est à cause de cet environnement continuellement changeant que, depuis quelques années, les responsables politiques américains éprouvent des difficultés à définir leurs intérêts nationaux. Par conséquent, il est logique que ce pays, qui pendant près d'un demi-siècle se trouvait à l'avant-plan de la structure mondiale défunte, se mette en question, et essaie de trouver son nouveau rôle, qui est d'ailleurs loin d'être défini.

Pendant quarante ans, l'endiguement a répondu aux défis du communisme et de la menace soviétique. La guerre du Golfe a fait renaître l'idée que dès lors, l'ONU serait capable de jouer le rôle d'outil de légitimation face aux nouveaux défis de la sécurité mondiale. Après quelques interventions hésitantes et peu convaincantes, on arrivait à la conclusion qu'une très grande différence régnait entre l'engagement massif face à un ennemi commun clairement identifié, et l'engagement à l'intérieur d'un pays du Tiers monde. L'idée du Nouvel Ordre Mondial, ainsi que du multilatéralisme fut très vite oubliée. Ainsi ni l'Endiguement, ni le Nouvel Ordre Mondial n'ont donné satisfaction et il a fallu définir une autre stratégie. Nous avons donc assisté à la naissance de la stratégie 'd'Engagement et d'Elargissement', présentée par une administration Clinton pour laquelle les affaires étrangères n'étaient pas la première priorité ! Depuis la réélection du Président Clinton en 1996, au moins lors des déclarations devant le Congrès ou d'autres institutions, la politique étrangère a tout de même reçu plus d'attention.

Nous avons étudié trois attitudes futures possibles, non seulement parce qu'elles représentent des options pour l'avenir, mais également parce qu'à travers l'histoire des Etats-Unis, l'un ou l'autre rôle fut toujours choisi en fonction de la situation intérieure et des aspirations de l'opinion publique, mais également en fonction de ce que le monde attendait des Etats-Unis en tant que grande puissance. Bien que l'opinion publique insiste pour que les problèmes nationaux figurent en tête de liste des préoccupations politiques, dans certains milieux, la tentation de jouer le rôle de gendarme du monde, et d'assumer par conséquent des responsabilités quasiment illimitées existe toujours.

Il est vrai qu'il s'agit d'alternatives pures, et que le rôle adopté sera plutôt une combinaison des différentes options dont l'une ou l'autre tendance sera prédominante. Le choix sera surtout fait en fonction de la façon dont on appréciera l'environnement mondial, et de la façon dont les intérêts vitaux seront définis. Il est clair que les Etats-Unis s'efforceront de trouver une troisième voie médiane entre deux solutions extrêmes peut-être aussi insatisfaisantes l'une que l'autre de la politique étrangère : le retrait pur et simple dans une attitude d'isolationnisme ou de non-interventionnisme, et le rôle de 'Gendarme du Monde'.

L'option de l'unipolarité a peu de chances de survivre. L'unipolarité perpétuelle n'est qu'un rêve, et nous doutons fort que les Etats-Unis soient à même de contrôler les autres puissances émergentes. En observant les efforts continus depuis quelques années aux Etats-Unis afin d'arriver à un budget en équilibre, la réaction hésitante de la politique étrangère envers certains problèmes dans le monde, et l'attention accordée par un Congrès très conservateur aux problèmes intérieurs, il est clair que l'adoption d'une politique néo-reaganienne n'est qu'un rêve. De plus, le monde a-t-il vraiment besoin d'une telle attitude américaine ? D'autres grandes puissances sont en train d'émerger, et dans le domaine économique, les Etats-Unis s'engagent de plus en plus dans des organisations régionales. L'intégration au sein de celles-ci a clairement comme but de sauvegarder un statut prioritaire au moindre coût. Si les Etats-Unis restent une grande puissance, ce sera plutôt dans le rôle de 'primus inter pares'.

L'option du non-interventionnisme n'est pas plus réaliste. Nous avons vu que ni la description des intérêts d'une façon restreinte, ni l'idée d'une structure mondiale autorégulatrice, ni le fait d'abandonner ses alliés ne sont des attitudes ou des hypothèses sérieuses de politique étrangère d'une grande puissance. Surtout l'interdépendance de la structure mondiale, l'intégration plus profonde des facteurs de puissance politico-diplomatique, militaire et économique nous font dire que cette option n'a vraiment pas beaucoup de chances d'être retenue ou de survivre à long terme.

Reste l'option du nouvel internationalisme, l'engagement sélectif et pragmatique. Si les Etats-Unis demeurent incontestablement l'un des principaux acteurs du monde, l'évolution de sa capacité réelle d'action et d'influence sur la scène mondiale dépendra en grande partie de facteurs dont il est difficile de prévoir l'évolution : poids relatif et dynamisme économiques, politiques et stratégiques des autres pays industrialisés et surtout la capacité des Etats-Unis à se maintenir au meilleur niveau économique et à régler ses problèmes sociaux. Actuellement, il est clair qu'ils n'ont ni la capacité ni la volonté de jouer le rôle de gendarme du monde, et surtout pas dans les régions où ils n'ont pas d'intérêts stratégiques évidents. Ils sont à la recherche d'un équilibre acceptable et efficace entre d'une part, la croyance résiduelle qui consiste à penser que le leadership est sans pareil et, d'autre part, un partage plus équitable des devoirs et des responsabilités. Le multilatéralisme en général, l'ONU et d'autres institutions internationales et régionales constituent des instruments essentiels pour demeurer un acteur majeur et pour éviter les pièges des autres options. Le fait de donner une certaine priorité à la résolution des problèmes intérieurs permettra à long terme de mieux répondre aux exigences d'une nouvelle structure mondiale émergente. Bien que les Etats-Unis continuent à agir d'une façon unilatérale lorsque leurs intérêts vitaux sont en jeu, l'évolution de la conception de la sécurité, l'interdépendance croissante et l'ouverture des frontières exigent qu'ils s'engagent de plus en plus avec d'autres grandes puissances. Nous constatons d'ailleurs que les dernières années, l'approche de leur politique étrangère est très près de cette dernière option. Ceci confirme l'analyse que nous venons de faire et donne une indication supplémentaire du chemin que les autorités politiques américaines ont l'intention de suivre.

Après l'étude des trois options possibles, il est donc clair qu'il ne faut pas envisager que les Etats-Unis renoncent à leur mission de contribuer au maintien de l'ordre et de la prospérité dans le monde. L'enjeu réel sera bien de savoir comment procéder. L'adoption d'un rôle sans extrêmes nous paraît donc le plus réaliste, et aussi bien au niveau intérieur qu'en politique étrangère, une sélection devra être faite entre différents objectifs à atteindre. Seule une approche sélective et pragmatique fera des Etats-Unis la grande puissance du 21<sup>ème</sup> siècle. En effet, comme l'a dit l'écrivain Romain Rolland : " Il s'agit d'être grand, et non de le paraître". Ce sera le défi majeur pour les Etats-Unis dans la décennie à venir.